

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 805

23 avril 2011

SOMMAIRE

Altice B2B Lux Holding S.à r.l.	38620	REIP Luxembourg Holding Sàrl	38629
Blackdragon Entertainment Internationale	38604	Ripli Holding S.A.	38629
Brasilia Sàrl	38594	Saes Getters International Luxembourg S.A.	38636
Cadacia Invest S.à r.l.	38630	S.A.F.E. SPF S.A.	38600
Casa Trust S.A.	38634	Samatrika Associates Luxembourg S.A.	38640
C.L.E.S. S.A.	38594	Sauster S.à r.l.	38633
Crown Packaging Lux I S.à r.l.	38606	Saverfin S.A.	38606
Danismac S.A.	38604	Sefi One S.A.	38640
Everbox S.A.	38600	Shareholdings Amongst Financiers in Eu- rope Société Anonyme Holding	38600
Fenzi S.A.	38610	Siemes Schuhcenter Luxemburg GmbH	38633
Galatea S.A.	38606	S.I.F. International Holding S.A.	38629
Gibo S.à r.l.	38604	Société de Participation Financière Italmo- biliare S.A.	38633
Hellas Finance Holding S.A.	38595	Spring Finance S.à r.l.	38633
Investindustrial 109 S.A.	38636	Statuto Lux Holding RE S.à r.l.	38635
Locasierra S.à r.l.	38602	Statuto Lux Holding S.à r.l.	38636
NEF Battery Holdings S.à r.l.	38610	TF Holding S.A.	38596
NLT Invest S.A.	38610	TMK Capital S.A.	38606
Nordic Timber Holdings S.à r.l.	38609	Traffex S.A.	38640
Pennington S.à r.l.	38640	VC SolEs Advisory S.à r.l.	38602
Prize Holdings 1 S.à r.l.	38610		
ProDexi Investments S.à r.l.	38620		
Quinlan Private ESPF Investments #2 S.à r.l.	38620		
Quinlan Private Senator Client Holdings S.à r.l.	38629		

Brasilia Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3593 Dudelange, 27, route de Volmerange.
R.C.S. Luxembourg B 48.707.

Assemblée générale extraordinaire du 28.12.2010

Déclaration

Par la présente, nous déclarons que:

1) Madame APARECIDA RANGON Maria, gérante, demeurant à Avenida Presidente Vargas 243, BR-Samta Rosa de Viterbo, Sao Paulo (Brésil), propriétaire de quatre-vingt-dix-neuf parts sociales (99) de la société à responsabilité limitée «BRASILIA S.à r.l.», cède ses quatre-vingt-dix-neuf (99) parts sociales à Monsieur Guy Frankard, indépendant, né le 18.05.1962 à Steinfort, demeurant professionnellement à L-8008 Strassen, 98, route d'Arlon, ici présent, ce acceptant, au prix de leur valeur nominale, ce dont quittance.

2) Monsieur STOFFEL Eric, cuisinier, demeurant à L-4420 Esch-sur-Alzette, 169, rue de Luxembourg, propriétaire de une part sociale (1) de la société à responsabilité limitée «BRASILIA S.à r.l.», cède une (1) part sociale à Monsieur Guy Frankard, préqualifié, ici présent, ce acceptant, au prix de leur valeur nominale, ce dont quittance.

3) Suite à la présente cession, le capital social est réparti comme suit:

Monsieur FRANKARD Guy 100 parts sociales

Fait et signé à Dudelange, le 28 décembre 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011000625/23.

(110000718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2011.

C.L.E.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9960 Hoffelt, Maison 77.
R.C.S. Luxembourg B 140.458.

L'an deux mil onze, le sept janvier.

Par-devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société C.L.E.S. S.A., avec siège social à L-4830 Rodange, 3, route de Longwy, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Anja HOLTZ, soussigné, en date du 26 juin 2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 1992 du 16 août 2008, statuts non modifiés à ce jour, inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 140.458.

L'assemblée est ouverte à 9.30 heures sous la présidence de Monsieur André PEETERS, commerçant, demeurant au 10 Michamps à B-6600 Bastogne (Belgique), qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Monique GOLDENBERG, demeurant à L-8410 Steinfort. L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Christiane GERARD, demeurant à L-9960 Hoffelt, Maison 77.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Le transfert du siège de la société de Rodange à L-9960 Hoffelt (Wincrange), Maison 77 et la modification subséquente de l'article 2 alinéa premier des statuts comme suit:

« **Art. 2. (alinéa 1^{er}).** Le siège social de la société est établi dans la commune de Wincrange.»

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée général, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège de la société de Rodange à L-9960 Hoffelt (Wincrange), Maison 77 et la modification subséquente de l'article 2 alinéa premier des statuts comme suit:

« **Art. 2. (alinéa 1^{er}).** Le siège social de la société est établi dans la commune de Wincrange.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 10.10 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève approximativement à 850,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire.

Signé: A. Peeters, M. Goldenberg, C. Gérard, Anja Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 10 janvier 2011. WIL/2011/25. Reçu soixante-quinze euros = 75,- €.

Le Receveur (signé): J. Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société aux fins d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés.

Wiltz, le 19 janvier 2011.

Anja HOLTZ.

Référence de publication: 2011018022/54.

(110021187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2011.

Hellas Finance Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.

R.C.S. Luxembourg B 87.042.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille dix, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A comparu:

Monsieur Laurent BARNICH, directeur de société, demeurant professionnellement à L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société anonyme de droit panaméenne PEACHWOOD INVEST & TRADE S.A., actionnaire-unique.

Lequel mandataire, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

1.- Que la société anonyme Hellas Finance Holding S.A., ayant son siège social à L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine, inscrite au R.C.S. sous le numéro B 87.042, a été constituée suivant acte reçu par le notaire Alphonse Lentz, alors de résidence à Remich, en date du 18 avril 2002, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1041 du 8 juillet 2002.

2.- Que le capital souscrit de la société est fixé à trente trois mille euros (32.000, EUR), représenté par trois cent vingt (320) actions, chacune d'une valeur nominale de 100,- EUR (cent euros), entièrement libérées.

3.- Que sa mandante est devenue propriétaire de toutes les actions de la susdite société Hellas Finance Holding S.A. et qu'en tant qu'actionnaire unique elle déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société par reprise par elle de l'intégralité de l'actif et du passif de la société.

4.- Que tout l'actif et le passif de la société dissoute seront transmis à l'actionnaire unique.

5.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats.

6.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires de la société dissoute.

7.- Que les livres et documents de la société dissoute Hellas Finance Holding S.A. resteront déposés pendant cinq ans au moins à l'ancien siège de la société dissoute.

38596

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de mille euros (1.000,- EUR), sont à la charge de la société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, ès-qualités, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Barnich, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58584. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): SANDT.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 3 janvier 2011.

Référence de publication: 2011000750/42.

(11000437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2011.

TF Holding S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 98.056.

L'an deux mille dix, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "TF HOLDING S.A.", avec siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, constituée sous la dénomination de "TF LUX S.A." suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 19 décembre 2003, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 128 du 31 janvier 2004. Les statuts ont été modifiés par acte du notaire soussigné en date du 5 août 2005, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1373 du 13 décembre 2005.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Benoît TASSIGNY, juriste, demeurant à Nothomb (Belgique), qui désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant à F-Russange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Frédéric CIPOLLETTI, employé privé, demeurant professionnellement au L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Réduction du capital social de la société d'un montant de six cent trente neuf mille Euros (639.000.- EUR) pour le porter de son montant actuel de sept millions cinq cent quatre-vingt-quatorze mille euros (7.594.000.- EUR) à six millions neuf cent cinquante cinq mille euros (6.955.000.- EUR).

2. Remboursement de ce montant de six cent trente neuf mille Euros (639.000.- EUR) à deux actionnaires consistant en des participations de la société dans deux sociétés à savoir 681 parts de la société ESSOR IMMOBILIER et 2.626 parts de la société SOCOPAL ainsi que par versement en numéraire du montant de 5.102 Euros.

3. Annulation de six cent trente neuf (639) actions.

4. Modification afférente du premier alinéa de l'article 5 des statuts.

5. Constaté que la société est composée d'un seul actionnaire et refonte totale des statuts.

6. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital à concurrence du montant de six cent trente neuf mille Euros (639.000.- EUR) pour le porter de son montant actuel de sept millions cinq cent quatre-vingt-quatorze mille euros (7.594.000.- EUR) à six millions neuf cent cinquante cinq mille euros (6.955.000.- EUR) par annulation de six cent trente neuf (639) actions, et par remboursement en nature et en numéraire à deux actionnaires de la société:

- T.F.L., une société par actions simplifiée de droit Français, ayant son siège à F-64100 Bayonne, 42 44 Avenue Maréchal Soult (RCS Bayonne 529 067 969):

* Par transfert de 340 actions appartenant à la société dans le capital de "ESSOR IMMOBILIER ET COMMERCIAL" une société par actions simplifiée de droit français ayant son siège social à 10, Avenue Soult (RCS Bayonne 652 720 756), d'une valeur estimée par les parties à TROIS CENT TRENTE QUATRE MILLE CINQ CENT ET NEUF EUROS (334.509.- EUR).

* Par transfert de 1.313 actions appartenant à la société dans le capital de "SOCIETE COMMERCIALE DU PALAIS", en abrégé "SOCOPAL", ayant son siège social à une société par actions simplifiée de droit français ayant son siège social à 42, Avenue du Maréchal Soult (RCS Bayonne 542 721 006), d'une valeur estimée par les parties à CENT SEIZE MILLE SEPT CENT SOIXANTE-DIX-HUIT EUROS (116.778.- EUR).

* Par paiement en numéraire d'un montant de trois mille sept cent cinquante trois euros (3.753.- EUR).

- T.F.P., une société par actions simplifiée de droit Français, ayant son siège à F-64100 Bayonne, 4244 Avenue Maréchal Soult (RCS Bayonne 529 068 058):

* Par transfert de 341 actions appartenant à la société dans le capital de "ESSOR IMMOBILIER ET COMMERCIAL" précitée, d'une valeur estimée par les parties à TROIS CENT TRENTE CINQ MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT TREIZE EUROS (335.493.- EUR);

* Par transfert de 1.313 actions appartenant à la société dans le capital de "SOCIETE COMMERCIALE DU PALAIS", en abrégé "SOCOPAL" précitée d'une valeur estimée par les parties à CENT SEIZE MILLE SEPT CENT SOIXANTE-DIX-HUIT EUROS (116.778.- EUR).

* Par paiement en numéraire d'un montant de mille trois cent quarante neuf euros (1.349.-EUR).

Lesdits remboursements ne pourront se faire que sous observation de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à six millions neuf cent cinquante cinq mille euros (6.955.000.- EUR) représenté par six mille neuf cent cinquante cinq (6.955) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000.- EUR) chacune."

Troisième résolution

L'assemblée générale prend note que la société est a présent composée d'un seul actionnaire.

Quatrième résolution

Par conséquent, l'assemblée générale décide de procéder à une refonte totale des statuts pour avoir des statuts d'une société anonyme unipersonnelle.

Les statuts de la société auront désormais la teneur suivante:

"Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il existe une société anonyme régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de "TF HOLDING S.A."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet les prestations de services, l'assistance administrative et la mise en relation de la clientèle.

La société peut prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou toute autre manière, et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances et garanties, enfin toutes activités et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, en toutes monnaies, par voie d'émission d'obligations, et en prêtant aux sociétés dont il est question ci-dessus.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à six millions neuf cent cinquante cinq mille euros (6.955.000.- EUR) représenté par six mille neuf cent cinquante cinq (6.955) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000.- EUR) chacune.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il es spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Toutefois, le premier administrateur-délégué peut être nommé par l'assemblée générale.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. Assemblée générale

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier mardi du mois de mai à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre V. Surveillance

Art. 14. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives et notamment la loi du 22 décembre 2006."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation - Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte à environ MILLE HUIT CENTS EUROS (1.800.-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: B.TASSIGNY, M.NEZAR, F.CIPOLLETTI

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 décembre 2010. Relation: LAC/2010/59753. Reçu: soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): T.BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 2011.

Référence de publication: 2011015900/228.

(110018666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2011.

Everbox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 108.481.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 21 décembre 2010 que:

- le siège social de la société a été transféré du 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

- Le Conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

* Monsieur Geoffrey HENRY, administrateur

* Madame Valérie EMOND, administrateur

* Monsieur Alberto MORANDINI, administrateur

tous trois domiciliés professionnellement au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, en remplacement de Mme Geneviève BLAUEN-ARENDT, M. Marc SCHMIT et M. Fernand HEIM, démissionnaires.

- Odd Financial Services S.A., R.C.S. Luxembourg B 41.014, avec siège social au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, a été nommé aux fonctions de Commissaire aux comptes, en remplacement de M. Marco RIES, démissionnaire.

Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2011001727/22.

(110001293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2011.

S.A.F.E. SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial, (anc. Shareholdings Amongst Financiers in Europe Société Anonyme Holding).

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 54.845.

L'an deux mille dix, le trente et un décembre.

Par devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de la société anonyme holding établie à Luxembourg sous la dénomination de "SHAREHOLDINGS AMONGST FINANCIERS IN EUROPE Société Anonyme Holding", enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 54.845, avec siège social à L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim, constituée suivant acte reçu par-devant le notaire Jean-Paul HENCKS, notaire alors de résidence à Luxembourg en date du 30 avril 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 388 du 13 août 1996.

Les statuts de la société ont été modifiés par un acte du même notaire en date du 21 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 874 du 12 octobre 2001.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Marie- Paul Van Waelem, employée privée, demeurant professionnellement à L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

Madame le Président désigne comme secrétaire Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo. Madame la Présidente expose ensuite:

I.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée comporte entre autres les points suivants qui requièrent l'intervention du notaire:

1. Changement de la dénomination de la société en S.A.F.E. SPF S.A. et modification subséquente de l'article 1, première phrase des statuts de la société;

2. Transformation de holding en société anonyme de gestion de patrimoine familial (SPF) et modification subséquente de l'article 4 des statuts de la société;

3. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau, laquelle, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent procès-verbal avec les procurations, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par des annonces parues:

- au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2606 du 30 novembre 2010 et N° 2748 du 15 décembre 2010,

- dans le Luxemburger Wort N° 279 du 30 novembre 2010 et N° 292 du 15 décembre 2010,

- et dans le Lëtzebuenger Journal N° 231 du 30 novembre 2010 et N° 242 du 20 novembre 2010.

Les numéros justificatifs de ces publications ont été déposés au bureau de l'assemblée.

IV. Qu'une première assemblée générale extraordinaire ayant eu pour objet le même ordre du jour et réunie devant le notaire soussigné en date du 29 novembre 2010 n'a pu délibérer valablement, étant donné qu'il n'était représenté à cette assemblée qu'un nombre d'actions inférieur à la moitié du capital social.

V. Qu'il résulte de la liste de présence que 2 actions sur les 25.000 actions en circulation, sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée.

VI. Qu'en conséquence la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en S.A.F.E. SPF S.A., et modifie en conséquence l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur nouvelle suivante:

Art. 1^{er}. Une société de gestion de patrimoine familiale est régie par les présents statuts sous forme de société anonyme sous la dénomination de S.A.F.E. SPF S.A

Deuxième résolution

L'assemblée Générale décide de procéder à la transformation de la société de son statut actuel de holding 1929 en société anonyme de gestion de patrimoine familial (Spf),

de sorte que l'article 4 relatif à l'objet social de la société se lira dorénavant comme suit:

Art. 4. La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation de tous actifs financiers au sens large, mais dans les limites de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

La Société peut également, en se conformant aux dispositions de la même loi, prendre des participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés et entités commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, et acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière.

Elle peut encore accorder des avances et émettre des garanties, notamment au profit des sociétés et entités dans lesquelles elle participe, des concours, assistance financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale, comme elle peut exercer toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, autorisées par et rentrant dans les limites tracées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

L'assemblée décide, suite à l'adoption du statut SPF par la société, d'ajouter dans le dernier article des statuts, la référence à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial,

de sorte que le dernier article des statuts se lira comme suit:

Art. 24. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures ainsi que la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial trouveront application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M.-P. Van Waelem et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 janvier 2011 Relation: LAC/2011/1513 Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société.

Luxembourg, le 7 février 2011.

Référence de publication: 2011019146/86.

(110022577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2011.

Locasierra S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 72.468.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 5 janvier 2011

Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en remplacement de Monsieur John SEIL, gérant démissionnaire.

Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011004355/14.

(110003937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

VC SolEs Advisory S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 155.220.

—
Im Jahre zweitausendzehn, am zwanzigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Fand in Ausübung der Befugnisse gemäß Abschnitt XII des Gesetzes über Handelsgesellschaften die Außerordentliche Gesellschafterversammlung des alleinigen Gesellschafters (die „Gesellschafterversammlung“) der VC SolEs Advisory S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet und bestehend nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gemäß Urkunde aufgenommen durch Notarin Martine Schaeffer, mit dem Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 2177 vom 14.10.2010, und mit Gesellschaftssitz in 4, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Nummer B 155 220 statt.

Als Vorsitzender der Gesellschafterversammlung amtiert Herr Mario Warny, Geschäftsleiter, beruflich ansässig in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg,

welcher Herrn Marc Feltz, Privatangestellter, beruflich ansässig in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, zum Sekretär bestellt.

Die Gesellschafterversammlung bestellt Herrn Marc-Oliver Scharwath, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, zum Stimmenzähler.

Der Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsteilnehmern Folgendes fest:

I. Die vom alleinigen Gesellschafter ausgestellte Vollmacht wird gegenwärtiger Urkunde „ne varietur“ paraphiert beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

II. Die das gesamte Gesellschaftskapital darstellenden (125) Anteile, sind in gegenwärtiger Gesellschafterversammlung vertreten. Der alleinige Gesellschafter erklärt sich ordnungsgemäß zu der gegenwärtigen Gesellschafterversammlung eingeladen und verzichtet auf die Einhaltung weiterer Förmlichkeiten. Somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

III. Die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung ist folgende:

Änderung des Artikels 2 Abs. 1 der englischen Version bzw. Abs. 1 und 2 der deutschen Version der Gesellschaftssatzung wie folgt:

Bisheriger Artikel 2 Abs. 1 in der englischen Version:

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

Neuer Artikel 2 Abs. 1 in der englischen Version:

Art. 2. The purpose of the Company is the administration and advice of one or more investment vehicles, the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development and realization of its portfolio.

Bisheriger Artikel 2 Abs. 1 und 2 in der deutschen Version:

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Verwaltung und das Management eines oder mehrerer Investmentvehikel, der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeder Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften/Fonds, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften/Fonds zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Neuer Artikel 2 Abs. 1 und 2 in der deutschen Version:

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Verwaltung und die Beratung eines oder mehrerer Investmentvehikel, der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeder Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, die Kontrolle, die Entwicklung und Verwertung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften/Fonds, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften/Fonds zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise - wie etwa durch die Erbringung von Beratungsdienstleistungen - unterstützen.

Nach Beratung fasst die Gesellschafterversammlung folgende Beschlüsse:

1. Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel 2 Abs. 1 der englischen Version der Gesellschaftssatzung abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 2. The purpose of the Company is the administration and advice of one or more investment vehicles, the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development and realization of its portfolio.

2. Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel 2 Abs. 1 und 2 der deutschen Version der Gesellschaftssatzung abzuändern, um ihnen folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist die Verwaltung und die Beratung eines oder mehrerer Investmentvehikel, der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstigen Vermögensanlagen jeder Art, der

Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren jeder Art durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, die Kontrolle, die Entwicklung und Verwertung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften/Fonds, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften/Fonds zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise – wie etwa durch die Erbringung von Beratungsdienstleistungen – unterstützen.

Die übrigen Artikel der Gesellschaftssatzung bleiben unberührt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Gesellschafterversammlung für geschlossen.

WORÜBER URKUNDE, geschehen und aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung des Vorgesehenen an die Komparenten, welche dem unterzeichneten Notar durch Familiennamen, Vornamen, Zivilstatus und Wohnort bekannt sind, haben die Mitglieder des Versammlungsrates gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. WARNY, M. FELTZ, M.-O. SCHARWATH und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58934. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 24. Januar 2011.

Référence de publication: 2011017844/94.

(110020979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2011.

Danismac S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 29.850.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte reçu par Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch, en date du 22 décembre 2010, enregistré à Mersch, le 28 décembre 2010, Relation:

MER/2010/2511, que les actionnaires ont à l'unanimité:

- prononcé la clôture de la liquidation de la société,
- décidé que les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq années au siège social de la société à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 11 janvier 2011.

Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2011004974/19.

(110006040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

**Blackdragon Entertainment Internationale, Société à responsabilité limitée,
(anc. Gibo S.à r.l.).**

Siège social: L-8360 Goetzingen, 3B, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 104.934.

L'an deux mil dix, le quinze décembre,

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

Ont comparu:

1. Monsieur Jacobus VAN BROEKHOVEN, gérant de société, demeurant à NL-5165 CB WASPIK, 69, Benedenkersstraat, et

2. Monsieur Charlie Parnell KASSELS, gérant de société, demeurant à F-83310 Port-Grimaud, 3é Ile de la Désirade,

Tous deux ici représentés par Madame Véronique BARATON, clerc de notaire, demeurant à Garnich, en vertu de deux procurations sous seing privé données à Waspiik le 1^{er} décembre 2010 et à Grimaud le 2 décembre 2010, lesquelles

après avoir été signées ne varietur par le notaire et la comparante, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront enregistrées.

Cette comparante, après avoir établi au moyen de l'acte de constitution reçu par le notaire Jean-Joseph Wagner, de résidence à Sanem, en date du 13 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 253 du 21 mars 2005, que le comparant sub 1. possède toutes les 250 parts de la société à responsabilité limitée GIBO s.à r.l., avec siège à Goetzingen, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 104.934,

et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'une assemblée générale extraordinaire actée par le notaire Anja HOLTZ, de résidence à Wiltz, en date du 30 mai 2006, publiée au Mémorial C numéro 1519 du 9 août 2008,

s'est constituée au nom de ses mandants en assemblée générale extraordinaire et a requis le notaire d'acter comme suit les résolutions suivantes:

Associés:

Monsieur Jacobus VAN BROEKHOVEN, représenté comme sus-dit, cède et transporte à Monsieur Charlie Parnell KASSELS, également représenté et qui accepte, toutes les 250 parts sociales détenues par lui, de sorte que Monsieur Charlie Parnell KASSELS est désormais l'associé unique de la société.

Il résulte des procurations ci-annexées que le prix de la cession a été payé entre les mains du cédant, avant la passation des présentes, hors la vue, la présence et la comptabilité du notaire instrumentaire et le cédant en a donné bonne et valable quittance.

L'article 6 des statuts est modifié comme suit:

,Art. 6. Le capital social est fixé à vingt-cinq mille euros (25.000,- EUR) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (100,- EUR) chacune, toutes entièrement libérées et souscrites."

Dénomination:

La société prendra désormais la dénomination de BLACKDRAGON ENTERTAINMENT INTERNATIONALE.

L'article 4 des statuts aura dès lors la teneur suivante:

«La société prend la dénomination de BLACKDRAGON ENTERTAINMENT INTERNATIONALE.»

Objet social:

L'objet de la société est modifié de sorte que l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

Art. 2. La société a pour objet la programmation et l'organisation d'événements artistiques, la production musicale, le management d'artistes ainsi que l'exercice d'activités dans le domaine du multimédia.

La société peut prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou toute autre manière, et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances et garanties, enfin toutes activités et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, en toutes monnaies, par voie d'émission d'obligations, et en prêtant aux sociétés dont il est question ci-dessus. La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet."

Gérance:

L'assemblée accepte la démission du gérant Monsieur Jacobus van Broekhoven et nomme en remplacement Monsieur Charlie Parnell KASSELS gérant unique avec pouvoir d'engager la société sous sa seule signature en toute circonstance.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et résidence, ladite comparante a signé ensemble avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: V. BARATON, C. MINES.

Enregistré à Capellen le 16 décembre 2010. Relation: CAP / 2010 / 4537. Reçu: soixante-quinze Euros (€ 75,-).

Le Releveur (signé): I. NEU.

Pour copie conforme.

Capellen, le 11 janvier 2010.

Référence de publication: 2011005754/67.

(110005650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2011.

Saverfin S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1730 Luxembourg, 29, rue de l'Hippodrome.
R.C.S. Luxembourg B 72.251.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 10 janvier 2011

La démission de Monsieur Daniele MARIANI de son poste d'administrateur de la société est acceptée.

Monsieur Régis DONATI, expert-comptable, 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur de la société. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Pour extrait sincère et conforme

SAVERFIN S.A.

Alexis DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2011006032/15.

(110005716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 janvier 2011.

Galatea S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 113.954.

Nous vous informons par la présente que la société mentionnée sous rubrique n'est plus domiciliée à notre adresse depuis le 31 janvier 2011.

SGG S.A.

Dominique Leger / Corinne Bitterlich

Manager / Senior Vice President

Référence de publication: 2011035955/11.

(110038688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2011.

TMK Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 119.081.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} mars 2011:

- Mme Stéphanie Becker, résidant professionnellement au 2 boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommée administrateur de la société, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Mme Rachel Aguirre, avec effet au 1^{er} mars 2011.

- Le mandat de Mme Stéphanie Becker prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013 statuant sur les comptes annuels de 2012.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Pour le conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2011035990/16.

(110038731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2011.

Crown Packaging Lux I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.000.000,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 156.281.

In the year two thousand and eleven, on the thirty-first day of the month of January;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned;

THERE APPEARED:

Crown International Holdings, Inc., a company governed by the laws of the United States of America, registered with the Delaware trade register under number 3621249, having its registered address at c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware, 19801, United States of America,

here represented by Me Patrick LESTIENNE, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy after signature ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") existing under the name of "Crown Packaging Lux I S.à r.l." (the "Company"), with registered office at 73, côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under the number B 156281, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 19 October 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2593 of 27 November 2010. The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended by deed of the undersigned notary of 28 October 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2728 of 13 December 2010.

- The Company's capital is currently set at seven hundred sixty-two thousand five hundred euro (EUR 762,500.-), represented by thirty thousand five hundred (30,500), with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

- The agenda is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company from seven hundred sixty-two thousand five hundred euro (EUR 762,500.-) to ten million euro (EUR 10,000,000.-) by the creation and the issue of three hundred sixty-nine thousand five hundred (369,500) new shares together with an aggregate share premium of two billion one hundred thirty-four million seven hundred sixty-two thousand five hundred euro (EUR 2,134,762,500.-).

2. Subscription and payment in kind of all the three hundred sixty-nine thousand five hundred (369,500) newly issued shares by Crown International Holdings, Inc.

3. Amendment of article 6, paragraph 1, of the articles of incorporation of the Company as a consequence of the increase of the share capital of the Company.

4. Miscellaneous.

The sole shareholder then passed the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of nine million two hundred thirty-seven thousand five hundred euro (EUR 9,237,500.-) in order to bring the share capital from its present amount of seven hundred sixty-two thousand five hundred euro (EUR 762,500.-) represented by thirty thousand five hundred (30,500) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each to an amount of ten million euro (EUR 10,000,000.-) and to issue in this respect three hundred sixty-nine thousand five hundred (369,500) shares.

Second resolution

The three hundred sixty-nine thousand five hundred (369,500) newly issued shares (the "New Shares") are entirely subscribed by Crown International Holdings, Inc., prenamed, in its capacity as subscriber (the "Subscriber").

The New Shares have been issued in counterpart for their par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each together with an aggregate share premium of two billion one hundred thirty-four million seven hundred sixty-two thousand five hundred euro (EUR 2,134,762,500.-) by a contribution in kind in an aggregate amount of two billion one hundred forty-four million euro (EUR 2,144,000,000.-) consisting of all the shares that the Subscriber holds in the share capital of Crown Développement, a simplified joint stock company ("société par actions simplifiée") governed by the laws of France, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Bobigny under the number 403 591 472, with its registered office at 67, rue Arago, 93400 Saint Ouen, consisting of seventy-nine million seven hundred forty-seven thousand eight hundred twenty-seven (79,747,827) shares of fifteen euro (EUR 15.-) each, representing one hundred percent (100%) of the share capital of Crown Développement (the "Contribution").

The Subscriber, acting through its attorney-in-fact, stated that (i) the value of the Contribution has been ascertained and documented by a valuation report issued by the managers of the Company, which document signed ne varietur will remain attached to the present deed for the purpose of registration and (ii) that there exist no impediments to the transferability to the Company of the Contribution and that valid instructions have been and/or will be given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

Thereupon, the shareholders resolve to accept said subscription and payment and to allot the New Shares to the Subscriber as fully paid shares.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolution, Article 6, paragraph 1, of the articles of incorporation of the Company is amended and shall henceforth read as follows:

Art. 6. Paragraph 1. "The Company's capital is set at ten million euro (EUR 10,000,000.-), represented by four hundred thousand (400,000) shares of a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, all fully subscribed and entirely paid-up."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately six thousand seven hundred euro.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le trente et unième jour du mois de janvier;

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné;

A COMPARU:

Crown International Holdings, Inc., une société régie par les lois des Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du registre de commerce du Delaware, sous le numéro 3621249, ayant son siège social c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware, 19801, Etats-Unis d'Amérique,

ici représentée par Maître Patrick Lestienne, avocat à la Cour, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de "Crown Packaging Lux I S.à r.l." (la "Société"), avec siège social au 73, côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156281, constituée à la suite d'un acte du notaire instrumentant, en date du 19 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2593 du 27 novembre 2010. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu par acte du notaire instrumentant le 28 octobre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2728 du 13 décembre 2010.

- Le capital social de la Société est actuellement fixé à sept cent soixante-deux mille cinq cents euros (EUR 762.500,-), représenté par trente mille cinq cents (30.500) d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

- L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société de sept cent soixante-deux mille cinq cents euros (EUR 762.500,-) à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-), par la création et l'émission de trois cent soixante-neuf mille cinq cents (369.500,-) nouvelles parts sociales avec une prime d'émission totale de deux milliards cent trente-quatre millions sept cent soixante-deux mille cinq cents euros (EUR 2.134.762.500,-).

2. Souscription et paiement en nature de toutes les trois cent soixante-neuf mille cinq cents (369.500,-) parts sociales nouvellement émises par Crown International Holdings, Inc.

3. Modification de l'article 6, alinéa 1, des statuts de la Société en conséquence de l'augmentation du capital social de la Société.

4. Divers.

L'associé unique a ensuite pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de neuf millions deux cent trente-sept mille cinq cents euros (EUR 9.237.500,-) pour porter le capital social de son montant actuel de sept cent soixante-deux mille cinq cents euros (EUR 762.500,-) représenté par trente mille cinq cents (30.500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune à un montant de dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-) et d'émettre à cet égard trois cent soixante-neuf mille cinq cents (369.500,-) parts sociales.

Deuxième résolution

Les trois cent soixante-neuf mille cinq cents (369.500,-) parts sociales nouvellement émises (les "Nouvelles Parts") sont entièrement souscrites par Crown International Holdings, Inc., précitée, en sa capacité de souscripteur (le "Souscripteur").

Les Nouvelles Parts ont été émises en contrepartie de leur valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune avec une prime d'émission totale de deux milliards cent trente-quatre millions sept cent soixante-deux mille cinq cents euros (EUR 2.134.762.500,-) par un apport en nature d'un montant total de deux milliards cent quarante-quatre millions euros (EUR 2.144.000.000,-) consistant en toutes les actions que le Souscripteur détient dans le capital social de Crown Développement, une société par actions simplifiée de droit français, immatriculée auprès du Registre de Commerce et Sociétés de Bobigny sous le numéro 403 591 472, avec son siège social au 67, rue Arago, 93400 Saint Ouen, représentée par soixante-dix-neuf millions sept cent quarante-sept mille huit cent vingt-sept (79.747.827) actions de quinze euros (EUR 15,-) chacune, représentant cent pourcent (100%) du capital social de Crown Développement (l'"Apport").

Le Souscripteur agissant par son mandataire déclare (i) que la valeur de l'Apport a été certifiée et documentée par un rapport d'évaluation des gérants de la Société, lequel document signé "ne varietur" restera annexé au présent acte pour être soumis aux formalités de l'enregistrement et (ii) qu'il ne subsiste aucune restriction au transfert de l'Apport à la Société, et que des instructions valables ont été et/ou seront données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport apportés en nature à la Société.

Par suite de cela, l'associé unique décide d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'allouer les Nouvelles Parts au Souscripteur, en tant que part entièrement libérées.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède l'Article 6, alinéa 1, des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Art. 6. Alinéa 1. "Le capital social est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000,-), représenté par quatre cent mille (400.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à la somme de six mille sept cents euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE; le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. LESTIENNE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 février 2011. LAC/2011/5640. Reçu soixante-quinze euros 75,- €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 4 février 2011.

Référence de publication: 2011018883/162.

(110022688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2011.

Nordic Timber Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 158.165.

Il résulte du transfert de parts sociales en date du 10 mars 2011 que:

Volga Resources SICAV-SIF S.A., ayant son siège social à 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg a transféré le 10 mars 2011 l'intégralité des parts sociales (12,500) à Volga Resources Investments SICAV-SIF S.A., ayant son siège social à 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 mars 2011.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011036269/15.

(110040041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

NEF Battery Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 130.524.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NEF Battery Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011036271/11.

(110039987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

NLT Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 137.303.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NLT INVEST S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2011036275/11.

(110039803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Prize Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 150.480.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 28 février 2011

Est nommé nouveau gérant de l'Investisseur avec effet au 25 février 2011, pour une durée indéterminée, Monsieur Godfrey ABEL, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement au 30, rue de Crécy, L-1364 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 mars 2011.

Référence de publication: 2011036292/12.

(110040247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Fenzi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 46.439.

L'an deux mille dix, le trente décembre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "FENZI S.A.", R.C.S. Luxembourg B No 46.439 ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Paul FRIEDERS, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 décembre 1993, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 152 du 20 avril 1994.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Stéphane SABELLA, juriste, demeurant professionnellement au 18, rue de l'eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mademoiselle Marilyn KRECKÉ, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Raymond THILL, juriste, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les douze mille trois cent cinquante (12.350) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de cent vingt-trois mille cinq cents euros (EUR 123.500,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocation préalable.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Diminution du capital social à concurrence d'un montant de vingt-trois mille cinq cents euros (EUR 23.500,-) pour le porter de son montant actuel de cent vingt-trois mille cinq cents euros (EUR 123.500,-) représenté par douze mille trois cent cinquante (12.350) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, à cent mille euros (EUR 100.000) par affectation du montant de vingt-trois mille cinq cents euros (EUR 23.500,-) à une réserve librement distribuable et l'annulation subséquente de deux mille trois cent cinquante (2.350) actions d'une valeur de dix euros (EUR 10,-) chacune,

2. Approbation du bilan de clôture luxembourgeois de la société;

3. Transfert du siège social de Luxembourg vers l'Italie, et adoption de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée selon le droit italien.

4. Fixation du siège social à Via Juvara 9, 20129 Milan - Italie

5. Modification de la dénomination en "FENZI PARTECIPAZIONI S.r.l".

6. Refonte complète des statuts pour les adapter au droit italien.

7. Démission de cinq administrateurs en place et décharge à leur donner pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

8. Démission du commissaire aux comptes en place, décharge à lui donner pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

9. Nomination d'un conseil d'administration.

10. Etablissement d'une condition suspensive relative aux résolutions prises.

11. Mandat à donner à Monsieur Dino Fenzi aux fins de procéder à toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce italien et aux fins de convoquer une assemblée générale extraordinaire en Italie afin de confirmer le transfert de siège en Italie et d'adapter les statuts de la société à la législation italienne.

12. Mandat à donner aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

13. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de réduire le capital social de vingt-trois mille cinq cents euros (EUR 23.500,-) pour le porter de son montant actuel de cent vingt-trois mille cinq cents euros (EUR 123.500,-) représenté par douze mille trois cent cinquante (12.350) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, à cent mille euros (EUR 100.000) par affectation du montant de vingt-trois mille cinq cents euros (EUR 23.500,-) à une réserve librement distribuable et l'annulation subséquente de deux mille trois cent cinquante (2.350) actions d'une valeur de dix euros (EUR 10,-) chacune,

Deuxième résolution

L'assemblée générale approuve le bilan de clôture au 30 décembre 2010 de la société au Luxembourg, lequel bilan après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société en Italie, sans dissolution préalable de la Société, laquelle continuera l'activité avec tous les actifs et passifs existants de la Société, et continuera son existence sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée selon le droit italien.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'établir le siège social de la société en Italie à Via Juvara 9, 20129 Milan, Italie. La Société ne maintiendra pas de succursale ou d'autre entité juridique au Luxembourg.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en "FENZI PARTECIPAZIONI S.r.l."

Sixième résolution

Les statuts, complètement refondus afin d'être adaptés à la législation italienne, auront désormais le teneur suivante:

STATUTO**Denominazione - Sede - Oggetto - Durata**

1) E' costituita una società a responsabilità limitata denominata:

FENZI PARTECIPAZIONI S.R.L.

2) La società ha sede in Milano (MI), all'indirizzo risultante dall'apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese ai sensi dell'art. 111 ter disposizioni di attuazione del Codice Civile.

L'organo amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (per esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza), ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato.

3) La società ha per oggetto l'attività di assunzione in proprio di partecipazioni o interessenze a scopo di stabile investimento e non di intermediazione e cioè l'acquisizione, detenzione, gestione e alienazione di diritti, rappresentati o meno da titoli, sul capitale di altre imprese, italiane o straniere.

Per il conseguimento dell'oggetto sociale, la società potrà inoltre:

a. acquistare, tenere in proprietà o in possesso, vendere, permutare, dare, prendere in locazione e sublocare beni immobili, ipotecarli e gravarli di oneri, costruire, mantenere, ampliare e modificare edifici sugli stessi nella misura che risulterà necessaria e conveniente per il raggiungimento dell'oggetto sociale indicato al primo paragrafo di questo articolo.

b. acquistare merci, articoli e beni mobili utili o necessari per l'attività della società, compresi i veicoli a motore, tenerli in proprietà ovvero in possesso, costituirli in pegno o in ipoteca, venderli o altrimenti alienarli e farne commercio, riscuotendone il prezzo corrispondente o altro corrispettivo.

c. concedere finanziamenti e garanzie sotto qualsiasi forma a società controllanti, controllate o collegate ai sensi dell'art. 2359 C.C. e controllate da una stessa controllante e, comunque, facenti parte del medesimo gruppo.

d. Svolgere ogni altra operazione mobiliare, immobiliare, commerciale e industriale, concedere fidejussioni e garanzie nell'interesse proprio o di terzi; effettuare investimenti in obbligazioni e fondi comuni di investimento o in altro modo ogni qualvolta tali operazioni siano attinenti all'oggetto sociale o siano comunque vantaggiose od opportune al fine di conseguire l'oggetto sociale.

Le attività sopra descritte si svolgeranno, sia in Italia che all'estero, non nei confronti del pubblico, nel rispetto della vigente normativa, con esclusione esplicita delle operazioni di raccolta del risparmio e di ogni attività che rientri nelle prerogative che necessitano l'iscrizione ad Albi professionali.

4) La durata della società è fissata al 30 settembre 2050.

Capitale

5) Il capitale della società è fissato in Euro 100.000,00 (centomila virgola zero centesimi).

Conferimenti - Partecipazioni

6) Possono essere conferiti tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica ed in particolare beni in natura, crediti, prestazioni d'opera o di servizi a favore della società.

7) Le partecipazioni dei soci sono determinate in misura proporzionale ai rispettivi conferimenti.

Diritti dei soci

8) I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Trasferimento delle partecipazioni

9) Le partecipazioni sono divisibili e trasferibili sia per atto tra vivi che a causa di morte; nel caso di trasferimento per atto tra vivi spetta il diritto di prelazione per l'acquisto agli altri soci.

Nel caso di comproprietà i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune nominato ai sensi di legge.

Per l'esercizio del diritto di prelazione valgono le seguenti disposizioni e modalità:

- il socio che intende trasferire in tutto o in parte la propria partecipazione dovrà comunicare la propria offerta con qualsiasi mezzo che fornisca la prova dell'avvenuto ricevimento all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro 15 giorni dal ricevimento della comunicazione, trasmetterà con le stesse modalità l'offerta agli altri soci, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento entro 30 giorni dalla ricezione della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

b) la partecipazione dovrà essere trasferita nei 30 giorni successivi alla data in cui l'organo amministrativo avrà ricevuto la comunicazione dei soci.

- Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene;

- qualora nella comunicazione sia indicato come acquirente un soggetto già socio, anche ad esso è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri soci;

- il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per l'intera partecipazione offerta, poiché tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente;

- nel caso in cui i soci dichiarino di volere esercitare la prelazione, ma eccepiscano la non congruità del corrispettivo, questo verrà determinato dal Collegio Arbitrale previsto dall'art. 56 con le modalità ivi indicate. Qualora il socio che intende esercitare la prelazione non accettasse la valutazione determinata come sopra, il cedente sarà libero di cedere la propria partecipazione a terzi;

- qualora nessun socio intenda acquistare la partecipazione, offerta nel rispetto dei termini e delle modalità sopra indicati, il socio offerente sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro i 60 giorni successivi al giorno in cui è scaduto il termine per l'esercizio del diritto di prelazione, in mancanza di che la procedura della prelazione dovrà essere ripetuta;

- la prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente.

- La cessione delle partecipazioni sarà possibile senza l'osservanza delle suddette formalità qualora il socio cedente abbia ottenuto la rinuncia all'esercizio del diritto di prelazione per quella specifica cessione da parte di tutti gli altri soci.

- Le partecipazioni sono trasferibili senza l'osservanza delle suddette formalità, non spettando agli altri soci il diritto di prelazione, nel caso in cui la cessione avvenga a favore del coniuge di un socio o di parenti in linea retta di un socio. L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

Diritto di recesso

10) Il diritto di recesso, oltre che negli altri casi previsti dalla legge, compete al socio assente o che abbia manifestato voto contrario ovvero che si sia astenuto nelle decisioni relative a:

- cambiamento dell'oggetto sociale o del tipo di società;

- proroga del termine di durata della società;

- fusione o scissione della società;

- revoca dello stato di liquidazione;

- trasferimento della sede all'estero;

- eliminazione di una o più cause di recesso previste dall'atto costitutivo;

- compimento di operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto della società determinato nell'atto costitutivo o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci a norma dell'art. 2468, quarto comma, Codice Civile;

- aumento del capitale da attuarsi anche mediante offerta delle partecipazioni di nuova emissione a terzi.

Nel caso in cui la società sia o divenga soggetta ad attività di direzione e coordinamento, ai soci spetterà il diritto di recesso nelle ipotesi previste dall'art. 2497 quater C.C..

Il socio che intende esercitare il diritto di recesso dovrà darne comunicazione a mezzo raccomandata A.R. agli altri soci, a tutti gli amministratori e, se nominati, ai componenti il collegio sindacale ovvero al revisore.

La raccomandata dovrà essere ricevuta da tutti i soggetti sopra indicati entro 30 (trenta) giorni dal giorno in cui:

- è stata iscritta nel registro delle imprese la decisione dei soci o la deliberazione assembleare che legittima il recesso;

- il socio recedente ha ricevuto la comunicazione, che deve essere inviata dagli amministratori a mezzo raccomandata A.R., che si è verificato un fatto che legittima il suo diritto di recesso;

- il socio recedente è comunque venuto a conoscenza del fatto che legittima il suo diritto di recesso;

- è stata trascritta nel relativo libro la decisione dei soci o degli amministratori che legittima il diritto di recesso.

Gli amministratori dovranno annotare senza indugio nel registro delle imprese competente l'avvenuto ricevimento della comunicazione di recesso.

Il diritto di recesso, legittimamente e ritualmente esercitato, avrà effetto nei confronti della società dal primo giorno del mese successivo alla scadenza del semestre comprendente il mese in cui è stata ricevuta l'ultima delle raccomandate A.R. inviate dal socio recedente a norma del primo capoverso del presente articolo.

11) Per quanto riguarda la determinazione della somma spettante al socio receduto, i termini e le modalità di pagamento della stessa, valgono le disposizioni previste dall'art. 2473, terzo e quarto comma, C.C..

Decisioni dei soci ed assemblea

12) I Soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla Legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentino almeno 1/3 del Capitale sociale sottopongano alla loro approvazione. In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina e la revoca degli amministratori;
- c) la nomina nei casi previsti dall'articolo 2477, secondo e terzo comma, C.C. dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;
- d) le modificazioni dell'atto costitutivo nonché dello Statuto;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportino una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale, ovvero una rilevante modificazione dei diritti dei soci, nonché l'assunzione di partecipazioni da cui derivi responsabilità illimitata per le obbligazioni della società partecipata;
- f) le decisioni in ordine all'anticipato scioglimento della società;
- g) le decisioni in merito alla nomina e alla revoca dei liquidatori e quelle che modificano le deliberazioni assunte ai sensi dell'art. 2487, primo comma, C.C..

Decisioni in forma assembleare

13) Le decisioni in ordine alle materie di cui ai punti d), e), f) e g) del precedente articolo 12) dovranno essere assunte con deliberazione assembleare, così come le decisioni aventi ad oggetto l'approvazione della proposta di concordato preventivo o fallimentare ai sensi del Decreto Legislativo 9 gennaio 2006 n. 5.

E' ammessa la possibilità che le decisioni in forma assembleare si tengano per audiovideoconferenza o per audioconferenza, a condizione che siano presenti nello stesso luogo il presidente e il segretario, che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito seguire la discussione, intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati e visionare, ricevere o trasmettere documenti e che sia possibile al presidente regolare lo svolgimento della riunione e constatare e proclamare i risultati della votazione; verificandosi questi requisiti, l'assemblea si considererà tenuta nel luogo in cui si trovano il presidente e il segretario, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

Decisioni in forma non assembleare

14) Tutte le decisioni che per legge o in forza del presente statuto non debbano adottarsi con deliberazione assembleare possono essere assunte sulla base:

- a) di unico documento da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione, che dovrà essere datato e sottoscritto da ciascun socio con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto";
- b) di una pluralità di documenti, tutti di identico contenuto, da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione, che saranno inviati dal proponente a tutti i soci, agli amministratori, ai sindaci od al revisore contabile, se nominati; ciascun socio daterà e sottoscriverà il documento da lui ricevuto con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto", provvedendo quindi a trasmettere alla società il documento da lui sottoscritto.

Copia dell'unico documento o di tutti i documenti sarà inviata, a cura della società, agli amministratori ed ai sindaci o al revisore, se nominati.

Sono considerate forme idonee anche gli invii anche a mezzo telefax o per posta elettronica, purché in questo ultimo caso le sottoscrizioni siano apposte in forma digitale.

Tra la data della prima e quella dell'ultima sottoscrizione, sia se raccolte con unico documento che con pluralità di documenti, non può intercorrere un periodo superiore a 15 (quindici) giorni.

15) La decisione si reputa validamente adottata qualora entro il termine suddetto pervengano alla società le dichiarazioni di approvazione di tanti soci che rappresentino almeno il 51% (cinquantuno per cento) del capitale sociale.

Tutte le decisioni in forma non assembleare dovranno essere trascritte e conservate ai sensi dell'art. 2478 C.C..

16) L'individuazione dei soci legittimati a partecipare alle decisioni in forma non assembleare è effettuata con riferimento alle risultanze del registro delle imprese competente alla data della prima sottoscrizione; qualora intervengano mutamenti nella compagine sociale tra la data della prima e quella dell'ultima sottoscrizione, il nuovo socio potrà sottoscrivere la decisione in luogo del socio cedente allegando la documentazione attestante l'avvenuta iscrizione al registro delle imprese competente.

La procura per sottoscrivere le decisioni dei soci previste dal precedente art. 15 deve essere rilasciata per iscritto e dovrà essere trascritta e conservata unitamente alla decisione a cui si riferisce; il procuratore apporrà la sua sottoscrizione con la dizione "per procura" o altra equivalente.

Convocazione dell'assemblea

17) L'assemblea è convocata presso la sede sociale o in altro luogo, purché in Italia o nei Paesi dell'UE..

18) L'avviso di convocazione deve contenere l'elenco delle materie da trattare, l'indicazione di giorno, ora e luogo stabiliti per la prima e per l'eventuale seconda convocazione dell'adunanza.

Tale avviso dovrà essere inviato a cura degli amministratori a tutti i soci e, se nominato, al collegio sindacale od al revisore, con mezzi che garantiscono la tempestiva informazione degli interessati; si potrà scegliere, quale mezzo di convocazione, uno dei seguenti:

- a) lettera inviata almeno 8 (otto) giorni prima della data dell'adunanza a mezzo di servizi postali od equiparati fornita di avviso di ricevimento;
- b) lettera semplice, che dovrà essere restituita da tutti i soci, entro la data e l'ora stabilite per l'assemblea, in copia sottoscritta per ricevuta, con apposta la data di ricevimento;
- c) messaggio telefax o di posta elettronica ricevuto da tutti i soci, i quali dovranno, entro la data stabilita dall'assemblea, confermare per iscritto (anche con lo stesso mezzo) di aver ricevuto l'avviso, specificando la data di ricevimento.

Assemblea totalitaria

19) In mancanza delle formalità suddette, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando è presente o rappresentato l'intero capitale sociale è tutti gli amministratori, i sindaci effettivi od il revisore sono presenti ovvero, per dichiarazione del presidente dell'assemblea, risultino informati della riunione e degli argomenti da trattare, senza aver manifestato opposizione.

Diritto di intervento all'assemblea

20) Possono intervenire all'assemblea coloro che risultino iscritti nel registro delle imprese competente alla data in cui è presa la deliberazione.

A ciascun socio spetta un numero di voti proporzionale alla sua partecipazione.

Rappresentanza

21) I soci possono farsi rappresentare in assemblea da chiunque con delega scritta che dovrà essere conservata dalla società.

Presidenza

22) L'assemblea è presieduta, a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo, dall'amministratore, dal presidente del consiglio di amministrazione o dall'amministratore più anziano di età. In caso di assenza o di impedimento di questi, l'assemblea sarà presieduta dalla persona eletta con il voto della maggioranza dei presenti.

L'assemblea nomina un segretario anche non socio e occorrendo uno o più scrutatori anche non soci.

Verbale dell'assemblea

23) Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e, se nominato, dal segretario. Dal verbale devono risultare per attestazione:

- la regolare costituzione dell'assemblea;
- l'identità e la legittimazione dei presenti;
- lo svolgimento della riunione;
- le modalità e il risultato delle votazioni;
- l'identificazione di favorevoli, astenuti e/o dissenzienti;
- le dichiarazioni degli intervenuti, in quanto pertinenti all'ordine del giorno ed in quanto sia fatta specifica richiesta di verbalizzazione delle stesse.

24) Il verbale della deliberazione dell'assemblea che modifica l'atto costitutivo è redatto da notaio scelto dal presidente dell'assemblea.

25) Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, dovrà essere trascritto, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei soci.

Quorum

26) Le deliberazioni assembleari aventi ad oggetto le modificazioni dell'atto costitutivo, la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale, lo scioglimento anticipato della società devono essere adottate con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

Tutte le altre deliberazioni sono adottate con la presenza di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale ed il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza assoluta del capitale intervenuto.

Aumento del capitale

27) L'aumento di capitale potrà essere attuato anche mediante offerta a terzi di tutto o parte dell'importo in aumento con esclusione del diritto di opzione spettante ai soci, salva l'ipotesi disciplinata dall'art. 2482 ter C.C..

La deliberazione assembleare determina l'esclusione del diritto di opzione ovvero disciplina le modalità di sottoscrizione da parte degli altri soci o di terzi della parte di aumento rimasta inoptata.

Ogni comunicazione ai soci conseguente alle deliberazioni di cui sopra dovrà essere effettuata a cura degli amministratori a mezzo raccomandata A.R..

Riduzione del capitale

28) Il Capitale potrà essere ridotto nei casi e con le modalità di legge mediante deliberazione dell'assemblea dei soci da adottarsi con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

In caso di riduzione per perdite la relazione degli amministratori e le osservazioni del collegio sindacale o del revisore, in quanto nominati, non devono essere depositate presso la sede sociale anteriormente all'assemblea ma esaurientemente illustrate nella stessa.

In ogni caso gli amministratori, nel corso dell'assemblea, dovranno dar conto dei fatti di rilievo avvenuti dalla data di riferimento di tale relazione sino alla data in cui si tiene l'assemblea stessa.

Finanziamento dei soci

29) I soci potranno eseguire, su richiesta dell'organo amministrativo e in conformità alle vigenti disposizioni di carattere fiscale, versamenti in conto capitale ovvero finanziamenti sia fruttiferi che infruttiferi, che non costituiscano raccolta di risparmio tra il pubblico a sensi delle vigenti disposizioni di legge in materia bancaria e creditizia.

In caso di versamenti in conto capitale, le relative somme potranno essere utilizzate per la copertura di eventuali perdite ovvero trasferite a diretto aumento del capitale di qualunque importo, e ciò previa conforme decisione da assumere in sede assembleare.

Per il rimborso dei finanziamenti dei soci trova applicazione la disposizione dell'art. 2467 cod. civ.

Amministrazione

30) L'amministrazione della Società può essere affidata a uno o più amministratori sino ad un massimo di cinque nominati con decisione assunta dai soci ai sensi del precedente art. 12.

Gli amministratori durano in carica per il periodo di tempo stabilito all'atto della loro nomina od anche a tempo indeterminato.

Gli amministratori sono sempre rieleggibili e possono essere anche non soci.

31) Quando l'amministrazione della Società è affidata a più persone, la decisione di nomina stabilisce alternativamente:

- a) se gli amministratori costituiscono il Consiglio di amministrazione;
- b) se l'amministrazione è invece affidata a ciascun amministratore disgiuntamente ovvero congiuntamente con uno o più degli altri amministratori, anche nominativamente indicati.

Nell'ipotesi sub b) gli amministratori dovranno comunque adottare in forma consiliare le deliberazioni o le decisioni relative alla redazione del progetto di bilancio, ai progetti di fusione o scissione ed agli aumenti di capitale delegati.

Consiglio di amministrazione

32) Il consiglio nomina fra i suoi membri il presidente, quando a ciò non provvedano i soci.

33) Il consiglio di amministrazione si raduna, anche in luogo diverso dalla sede sociale, purché in Italia, ovvero nei paesi dell'U.E., tutte le volte che il presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta richiesta scritta da uno dei suoi membri.

La convocazione viene fatta dal presidente con lettera da spedire almeno otto giorni prima a ciascun membro del consiglio e del collegio sindacale o al revisore, se nominati, o, in caso di urgenza, con telegramma, telefax o messaggio di posta elettronica da spedire almeno un giorno prima.

Si riterranno comunque validamente costituite le riunioni del consiglio di amministrazione, anche in difetto di forma di convocazione, quando siano presenti tutti gli amministratori e tutti i sindaci effettivi o il revisore, se nominati.

34) Il consiglio è validamente costituito con la presenza:

- a) della totalità degli amministratori in carica, se questi non sono più di tre;
- b) di almeno quattro degli amministratori in carica, se questi sono più di tre; esso delibera con il voto favorevole:
- a) della totalità degli amministratori in carica, se questi sono tre;
- b) di almeno quattro degli amministratori in carica, se questi sono più di tre;

I consiglieri astenuti o che si siano dichiarati in conflitto di interessi non sono computati ai fini del calcolo della maggioranza (quorum deliberativo).

35) Le riunioni del consiglio di amministrazione sono presiedute dal presidente o, in mancanza, dall'amministratore designato dagli intervenuti.

Le deliberazioni del consiglio devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario.

Dal verbale (o dai relativi allegati) devono risultare, per attestazione del presidente:

- la regolare costituzione della riunione;
- l'identità degli intervenuti;
- il risultato della votazione;
- l'identificazione di favorevoli, astenuti, e/o dissenzienti con, per questi ultimi, la motivazione dell'astensione o del dissenso.

36) Le decisioni del consiglio di amministrazione potranno essere anche assunte sulla base:

a) di unico documento da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione, che dovrà essere datato e sottoscritto da ciascun amministratore con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto";

b) di una pluralità di documenti, tutti di identico contenuto (da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione) che saranno inviati dal proponente a tutti gli amministratori, ai sindaci od al revisore, se nominati; ciascun amministratore daterà e sottoscriverà il documento da lui ricevuto con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto", provvedendo quindi a trasmettere alla società il documento da lui sottoscritto.

Sono considerate forme idonee anche gli invii a mezzo telefax o per posta elettronica, purché in questo ultimo caso le sottoscrizioni siano apposte in forma digitale.

Tra la data della prima e quella dell'ultima sottoscrizione, sia se raccolte con unico documento che con pluralità di documenti, non può intercorrere un periodo superiore a dieci giorni.

37) La decisione si reputa validamente adottata qualora entro il termine suddetto pervengano alla società le dichiarazioni di approvazione della maggioranza degli amministratori.

La decisione assume la data dell'ultima dichiarazione pervenuta nel termine prescritto.

Il consiglio può riunirsi e validamente deliberare anche mediante mezzi di audiovideoconferenza o per audioconferenza, a condizione che siano presenti nello stesso luogo il presidente e il segretario, che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito seguire la discussione, intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati e visionare, ricevere o trasmettere documenti e che sia possibile al presidente regolare lo svolgimento della riunione e constatare e proclamare i risultati della votazione; verificandosi questi requisiti, l'assemblea si considererà tenuta nel luogo in cui si trovano il presidente e il segretario, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

Le decisioni di cui sopra devono essere trascritte e conservate ai sensi dell'art. 2478 C.C..

Sostituzione degli amministratori

38) Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori quelli rimasti in carica, od anche uno solo di essi, dovranno proporre d'urgenza ai soci di adottare le decisioni per la nomina dei nuovi amministratori. Qualora entro trenta giorni dalla cessazione della carica, per qualsiasi motivo, non si provveda a quanto sopra, la decisione potrà essere proposta da uno qualsiasi dei soci.

I soci provvederanno a tale nomina nel rispetto della forma di amministrazione originariamente prescelta e gli amministratori così nominati scadranno insieme a quelli in carica all'atto della loro nomina.

39) In caso di cessazione della carica, per qualsiasi motivo, della maggioranza degli amministratori, si intenderanno decaduti dalla carica tutti gli amministratori con effetto dalla accettazione dei nuovi amministratori.

Si applica quanto previsto dal primo capoverso del precedente art. 38.

Rappresentanza della Società

40) L'amministratore unico o gli amministratori hanno la rappresentanza generale della società.

41) Quando gli amministratori costituiscono il consiglio di amministrazione la rappresentanza generale della società spetta al presidente ed agli amministratori delegati, se nominati.

42) In caso di amministrazione affidata a più persone che non costituiscono il consiglio di amministrazione, a ciascuno degli amministratori così nominati spetta la rappresentanza generale della società; l'esercizio di tale potere in via disgiuntiva è determinato in capo ai singoli amministratori dalla deliberazione di nomina.

In caso di omessa determinazione, l'esercizio del potere di rappresentanza si intende disgiuntivo.

43) Gli amministratori possono nominare istitori o procuratori per singoli atti, determinati atti o categorie di atti.

44) In ogni caso, quando la rappresentanza della società è conferita ad un soggetto che non sia amministratore, l'attribuzione del potere di rappresentanza della società è regolata dalle norme in tema di procura.

Poteri di gestione

45) All'amministratore unico o al consiglio di amministrazione competono tutti i poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della società fatta eccezione per quelli che per legge e per statuto spettano ai soci.

Il consiglio di amministrazione, nei limiti previsti dall'art. 2381 del Codice Civile, può delegare le proprie attribuzioni in materia gestionale in tutto o in parte ad uno o più singoli amministratori, eventualmente attribuendo loro il titolo di "amministratore delegato" ai fini della rappresentanza generale della società.

46) Quando l'amministrazione è affidata a più persone che non costituiscono consiglio i poteri di gestione ordinaria e straordinaria della società spettano a ciascun amministratore.

47) Quando l'amministrazione è affidata disgiuntamente a più persone ciascun amministratore ha diritto di opporsi all'esecuzione da parte di altri amministratori di atti di gestione, prima che siano compiuti.

In tal caso la decisione è rimessa alla decisione dei soci.

Opponibilità ai terzi

48) Le limitazioni ai poteri di rappresentanza non sono opponibili ai terzi, anche se pubblicate, salvo che si provi che questi abbiano intenzionalmente agito a danno della società.

49) Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per le ragioni dell'ufficio.

Gli eventuali compensi spettanti agli amministratori sono determinati sia all'atto della loro nomina che successivamente (ma, in tal caso, solo con decorrenza dall'esercizio in corso), anche in relazione ai particolari poteri attribuiti.

Può essere accantonata a favore degli amministratori, nelle forme reputate idonee, un'indennità per la risoluzione del rapporto, da liquidarsi all'estinzione del mandato.

Controllo legale dei conti

50) Nei casi previsti dalla legge il controllo legale dei conti è esercitato da un collegio sindacale composto di tre membri effettivi e due supplenti (tutti iscritti nel registro dei revisori contabili istituito presso il Ministero della Giustizia) nominati con decisione dei soci, che provvedono anche alla designazione del presidente ed alla determinazione del compenso spettante ai sindaci effettivi.

I sindaci restano in carica per tre esercizi con scadenza alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico e sono rieleggibili.

Il collegio sindacale ha le funzioni previste dall'art. 2403 C.C. ed esercita altresì il controllo contabile.

I poteri ed il funzionamento del collegio sono disciplinati degli articoli da 2403 bis a 2406 del Codice Civile.

51) Salvi i casi di nomina obbligatoria del collegio sindacale, i soci possono in ogni momento nominare un revisore scelto tra gli iscritti nel registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

Il revisore ha la medesima durata in carica nonché le stesse funzioni, competenze e poteri del collegio sindacale; peraltro il revisore cesserà di diritto dalla carica dal momento in cui è iscritta nel registro delle imprese la nomina del collegio sindacale.

Bilancio e utili

52) Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

L'amministratore unico ovvero gli amministratori procedono alla formazione del bilancio d'esercizio ed alla sua presentazione ai soci entro il termine di 120 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale o entro il termine di 180 giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, qualora particolari esigenze della società lo richiedano; in quest'ultimo caso gli amministratori devono segnalare le ragioni della dilazione.

53) Gli utili netti risultanti dal bilancio approvato, dedotto il cinque per cento per la riserva legale, verranno distribuiti o accantonati secondo quanto stabilito dai soci nella decisione di approvazione del bilancio.

Scioglimento e liquidazione

54) Nei casi previsti dalla legge, la liquidazione della società è affidata ad un liquidatore, nominato dalla assemblea dei soci, con le maggioranze previste per le modificazioni dello statuto.

55) Salva diversa delibera dell'assemblea, al liquidatore compete il potere di compiere tutti gli atti utili ai fini della liquidazione, con facoltà, a titolo esemplificativo, di cedere anche in blocco l'azienda sociale, stipulare transazioni, effettuare denunce, nominare procuratori speciali per singoli atti o categorie di atti.

Clausola compromissoria

56) Tutte le controversie aventi ad oggetto rapporti sociali, comprese quelle relative alla validità delle delibere assembleari, promosse da o contro i soci, da o contro la società, ivi comprese quelle relative ai rapporti con gli organi sociali dovranno essere oggetto di un tentativo preliminare di conciliazione secondo il regolamento della Camera di conciliazione della Camera di Commercio nella cui circoscrizione ricade la sede, con gli effetti previsti dagli art. 38 e ss. D.Lgs. 5/2003.

Ogni controversia non risolta tramite conciliazione, come prevista nella presente clausola, entro 45 giorni dal deposito della domanda, o nel diverso periodo che le Parti concordino per iscritto, sarà devoluta alla cognizione di arbitri rituali secondo le disposizioni di cui al D.Lgs. n. 5/03, nominati con le modalità di cui oltre, salvo che non sia previsto l'intervento obbligatorio del Pubblico Ministero.

Essa potrà riguardare:

a) tutte le controversie insorgenti tra soci o tra soci e Società che abbiano ad oggetto diritti disponibili, anche quando sia oggetto di controversia la qualità di socio;

b) le controversie relative alla validità delle deliberazioni assembleari;

c) le controversie fra Amministratori, Liquidatori o Sindaci, o nei loro confronti.

Gli Arbitri sono in numero di:

a) uno, per le controversie di valore inferiore ad Euro 50.000,00 (cinquantamila/00). Ai fini della determinazione del valore della controversia si tiene conto della domanda di arbitrato, osservati i criteri di cui agli artt. 10 e seguenti del codice di procedura civile;

b) tre, per le altre controversie.

Gli Arbitri sono scelti tra gli esperti di diritto e di settore e sono nominati dal Presidente della Camera di Commercio competente per territorio.

In difetto di designazione, sono nominati dal Presidente del tribunale nella cui circoscrizione ricade la sede.

La domanda di arbitrato, anche quando concerne i rapporti tra soci, è comunicata alla Società, fermo restando quanto disposto dall'art. 35, comma 1 del D.Lgs. n. 5/03.

Gli Arbitri decidono secondo diritto.

Gli Arbitri decidono nel termine di mesi tre dalla costituzione dell'Organo arbitrale, salvo che essi proroghino detto termine per non più di una sola volta nel caso di cui all'art. 35, comma 2, D.Lgs n. 5/03, nel caso in cui sia necessario disporre una C.T.U. o in ogni altro caso in cui la scadenza del termine possa nuocere alla completezza dell'accertamento o al rispetto del principio del contraddittorio.

Nello svolgimento della procedura è omessa ogni formalità non necessaria al rispetto del contraddittorio. Gli Arbitri fissano, al momento della costituzione, le regole procedurali cui si atterranno e le comunicano alle parti. Essi, in ogni caso, devono fissare un'apposita udienza di trattazione.

Le spese di funzionamento dell'Organo arbitrale sono anticipate dalla parte che promuove l'attivazione della procedura.

Comunicazioni

57) Tutte le comunicazioni ai soci, ove il presente statuto non prescriva una forma specifica, dovranno essere effettuate in forma scritta e recapitate a mano contro ricevuta o per posta mediante raccomandata A.R., o per telefax o per invio di posta elettronica ai corrispondenti indirizzi dei soci quali risultanti dal registro delle imprese competente.

Le variazioni degli indirizzi dovranno essere effettuate nelle medesime forme previste per le comunicazioni ed essere quindi annotate nel registro delle imprese competente a cura di un amministratore.

Le comunicazioni agli amministratori, ai sindaci, al revisore, ai liquidatori ed alla società devono essere effettuate, con le medesime forme sopra indicate, all'indirizzo della società quale risultante dal registro delle imprese e la Società provvederà ad inoltrarle ai destinatari.

Septième résolution

Il est pris acte de la démission des cinq administrateurs en place.

Par vote spécial, il leur est donné décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Huitième résolution

Il est pris acte de la démission du commissaire aux comptes en place.

Par vote spécial, il lui est donné décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de nommer le conseil d'administration de la société en les personnes suivantes:

- Monsieur Dino Fenzi (Président), né le 13.02.1941 à Milano - Italie-, domicilié à Via degli Scipioni 1 20129 Milano - Italie;
- Monsieur Fernando Fenzi, né le 28.10.1936 à Milano - Italie-, domicilié à Via F.lli Cervi, res. Orione, 20090 Segrate (Mi) - Italie;
- Monsieur Alessandro Fenzi, né le 10.10.1970 à Milano - Italie-, domicilié à Via Castel Morrone 24, 20129 Milano - Italie;
- Monsieur Fabio Fenzi, né le 21.07.1970 à Milano - Italie-, domicilié à Via F.lli Cervi, res. Orione, 20090 Segrate (Mi) - Italie;

* Leurs mandats prendront fin jusqu'à sa révocation.

Dixième résolution

Les résolutions prises aux points 2 à 9 sont prises sous condition suspensive de l'inscription de la société au Registre de Commerce en Italie.

Onzième résolution

L'assemblée confère tous pouvoirs à Monsieur Dino Fenzi, préqualifié, aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce italien, avec faculté d'apporter toutes les modifications et signer individuellement tout document nécessaire et utile pour procéder à cette inscription.

Douzième résolution

Mandat est donné à FIDUCENTER S.A., aux fins:

- D'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce de Luxembourg dès réception de la preuve de l'inscription de la société au Registre du Commerce italien;
- De procéder la clôture du/des compte(s) bancaire(s) de la société.
- De procéder au transfert des soldes desdits comptes bancaires sur un compte à ouvrir au nom de la société désormais de nationalité italienne.

38620

Confirmation

Le notaire instrumentaire certifie sur la base de l'état patrimonial susvisé que le capital social d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000,-) était intégralement souscrit et entièrement libéré lors du transfert de la société vers l'Italie. Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. Sabella, M. Krecké, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 janvier 2011. LAC/2011/1451. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): p.d. Conny Schumacher.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2011015285/517.

(110017305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2011.

ProDexi Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 139.465.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ProDexi Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011036295/11.

(110039982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Quinlan Private ESPF Investments #2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 25.550,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 129.883.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2011.

Référence de publication: 2011036302/11.

(110040330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Altice B2B Lux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 158.466.

STATUTS

L'an deux mille dix, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. FIBERMAN SCA, société en commandite par actions, ayant son siège social au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B0151220, représentée par son gérant commandité, la société FIBERMAN Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B0150943,

2. ALTICE SIX S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.296,

3. CARLYLE CABLE INVESTMENT SC, société civile, ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, immatriculée au registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro E 4.194,

4. THIRD CINVEN FUND (NO. 1) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited,

5. THIRD CINVEN FUND (NO. 2) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited,

6. THIRD CINVEN FUND (NO. 3) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited,

7. THIRD CINVEN FUND (NO. 4) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représentée par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited,

8. THIRD CINVEN FUND (NO. 5) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited,

9. THIRD CINVEN FUND DUTCH (NO. 1) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 2) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 2) Limited,

10. THIRD CINVEN FUND DUTCH (NO. 2) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 2) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 2) Limited,

11. THIRD CINVEN FUND DUTCH (NO. 3) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 2) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 2) Limited,

12. THIRD CINVEN FUND US (NO. 1) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited,

13. THIRD CINVEN FUND US (NO. 2) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited,

14. THIRD CINVEN FUND US (NO. 3) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited,

15. THIRD CINVEN FUND US (NO. 4) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited,

16. THIRD CINVEN FUND US (NO. 5) LIMITED PARTNERSHIP, un limited partnership de droit anglais, dont le siège social est Warwick Court, Paternoster Square, London EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited Partnership, lui-même représenté par son General Partner Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited,

17. THIRD CINVEN FUND CO-INVESTMENT PARTNERSHIP, un partnership constitué en vertu des lois anglaises, ayant son lieu d'activité principale à Warwick Court, Paternoster Square, Londres EC4M 7AG, Royaume-Uni, dûment représentée par Cinven UK Nominees Limited,

Ici représentés par Maître Yann SPIEGELHALTER, avocat, demeurant professionnellement à L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe, en vertu de dix-sept procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour être soumises avec elles aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, dûment représentés, ont requis le notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée:

Titre I^{er} . Dénomination - Durée - Siège social - Objet social

Art. 1^{er}. Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront associés à l'avenir, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous le nom de ALTICE B2B LUX HOLDING S.à r.l..

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la société est établi à Luxembourg Ville.

Il pourra être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg-Ville par résolution du conseil de gérance.

Il pourra être transféré en tout autre dans le Grand-Duché du Luxembourg, par une résolution de l'assemblée générale des associés de la société. Des succursales ou d'autres bureaux pourront être établis au Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du conseil de gérance.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition, l'administration, le développement et la cession de participations sous quelque forme que ce soit dans toutes sociétés luxembourgeoises et étrangères.

De plus, la société pourra (i) acquérir et céder toutes autres sortes de valeurs mobilières, soit par souscription, achat, échange, vente ou de toute autre manière, (ii) contracter des emprunts de toute sorte et procéder à l'émission d'obligations ou d'obligations convertibles et de titres de créance, (iii) accorder toute assistance, prêt, avance ou garantie aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou à toutes sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une manière générale, la société est autorisée à effectuer toute opération commerciale, industrielle et financière qui pourrait être dans le champ des titres ou de la propriété immobilière, susceptibles d'augmenter ou de compléter les objets mentionnés ci-dessus.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 1.250.735,- (un million deux cent cinquante mille sept cent trente cinq euros) représenté par 1.250.735 (un million deux cent cinquante mille sept cent trente cinq) parts sociales divisées en

A) 1.238.233 parts sociales de catégorie A ("Parts Sociales A"), d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, subdivisées en;

- (i) 247.647 parts sociales de catégorie A1,
- (ii) 247.647 parts sociales de catégorie A2,
- (iii) 247.647 parts sociales de catégorie A3,
- (vi) 247.647 parts sociales de catégorie A4,
- (vii) 247.645 parts sociales de catégorie A5.

B) 12.502 parts sociales de catégorie B ("Parts Sociales B") d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune

Les Parts Sociales A et les Parts Sociales B ont chacune les mêmes droits et obligations sauf stipulation contraire des Statuts.

Les Parts Sociales A donnent droit à leurs détenteurs, au prorata de leurs détentions, à des revenus correspondant aux revenus perçus par la Société au titre des Parts Sociales A qu'elle détient dans le capital de la société Altice B2B Lux S.à r.l., société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-1310 Luxembourg, 37 rue d'Anvers, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.327.

Les dépenses, frais et autres charges de la Société sont répartis entre les Part Sociales A et les Parts Sociales B de manière proportionnelle de sorte que les montants effectivement dus aux porteurs de Parts Sociales A soient les Revenus A diminués de la quote-part des dépenses, frais et autres charges qui leur sont attribuables.

Les Parts Sociales B donnent droit à leurs détenteurs, au prorata de leurs détentions, à des revenus correspondant aux revenus perçus par la Société au titre des parts sociales de catégorie B qu'elle détient dans le capital de la société Altice B2B Lux S.à r.l..

Les dépenses, frais et autres charges de la Société sont répartis entre les Part Sociales A et les Parts Sociales B de manière proportionnelle de sorte que les montants effectivement dus aux porteurs de Parts Sociales B soient les Revenus B diminués de la quote-part des dépenses, frais et autres charges qui leur sont attribuables.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Le capital social de la Société peut être réduit par le rachat et l'annulation de parts à condition que l'annulation de parts sociales:

(i) soit telle que le pourcentage d'annulation des Parts Sociales A (nombre de Parts Sociales A annulées / nombre total de Parts Sociales A avant annulation) soit identique au pourcentage d'annulation des Parts Sociales B (nombre de Parts Sociales B annulées / nombre total de Parts Sociales B avant annulation), et;

(ii) soit réalisée, s'agissant des Parts Sociales A, par l'annulation de l'entière part d'une ou de plusieurs catégories de parts sociales (A1, A2, A3, A4 et A5).

S'agissant du rachat et de l'annulation de Parts Sociales A, l'annulation ou le rachat des Parts Sociales A en vue de leur annulation seront faits dans l'ordre décroissant des catégories de parts sociales (débutant avec les parts sociales de catégorie A5, puis les parts sociales de catégorie A4 et ainsi de suite jusqu'aux parts sociales de catégorie A1).

Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation de parts sociales (selon les modalités et dans l'ordre prévu par l'alinéa précédent s'agissant des Parts Sociales A), le nombre de parts sociales à racheter et à annuler sera déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés. Les détenteurs des parts sociales concernées auront droit, au prorata de leurs participations, à un montant ("le Montant Total d'Annulation des Parts Sociales") qui ne pourra en aucun cas excéder le montant total des profits nets de la Société (incluant les profits reportés) augmentés des (i) réserves librement distribuables et (ii) selon les cas du montant de la réduction de capital social et de la réduction de la portion de la dotation prévue à la réserve légale en relation avec les parts sociales annulées après déduction (i) de toutes pertes (incluant les pertes reportées) et (ii) de toutes sommes qui devraient être placées en réserve(s) suivant les exigences de la loi ou des Statuts (le "Montant Disponible d'Annulation des Parts Sociales").

La valeur d'annulation par part sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation des Parts Sociales par le nombre de parts sociales rachetées ou annulées.

Le Montant Total d'Annulation des Parts Sociales sera un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés sur la base de comptes intermédiaires établis moins de huit (8) jours avant la date de rachat ou d'annulation.

Le Montant Total d'Annulation des Parts Sociales sera le Montant Disponible d'Annulation des Parts Sociales, sauf s'il en est autrement décidé par l'assemblée générale des associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation des Parts Sociales ne soit jamais supérieur au Montant Disponible d'Annulation des Parts Sociales.

Dès le rachat ou l'annulation des parts sociales, la valeur d'annulation par part sociale sera due et sera payable par la Société

Art. 6. Toute assemblée des associés de la société régulièrement constituée représentera l'intégralité des associés de la société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes en relation avec les activités de la société.

L'assemblée générale des associés pourra être convoquée soit par le président du conseil de gérance soit par deux gérants agissant conjointement. L'assemblée générale des associés devra être convoquée dans un délai de quinze (15) jours lorsqu'un ou plusieurs associés représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social en feront la demande. Une convocation écrite indiquant l'ordre du jour de l'assemblée devra être adressée à tous les associés, par lettre recommandée, au moins huit (8) jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés, et s'ils constatent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises lors d'une assemblée des associés régulièrement convoquée seront adoptées par des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

Le capital social et les autres dispositions des présents statuts pourront, à tout moment, être modifiés par l'associé unique, le cas échéant, ou par une majorité des associés, représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital. Les associés pourront changer la nationalité de la société par une décision prise à l'unanimité.

En cas d'augmentation de capital chaque associé bénéficie du droit permanent de maintenir sa participation dans le capital de la Société à la quote-part de ce capital que représentent les titres qu'il détient préalablement à toute nouvelle émission de parts sociales. En cas d'émission ou d'attribution de titres d'une autre nature ou catégorie que les parts sociales, chaque associé bénéficie du droit de souscrire ou de se voir attribuer un pourcentage du nombre total de ces titres égal à la quote-part du capital détenue par lui immédiatement avant cette émission ou cette attribution et, par la suite, du droit permanent de maintenir ce pourcentage au même niveau, préalablement à toute nouvelle émission ou attribution de titres de même nature ou catégorie.

Un vote à l'unanimité de l'assemblée des associés de la Société sera requis pour toute opération ou décision de la Société concernant les opérations suivantes:

- (i) modification de la nationalité de la Société,
- (ii) transformation de la Société en une société à responsabilité indéfinie;
- (iii) augmentation des engagements des associés; ou
- (iv) atteinte aux droits individuels des associés.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La société ne reconnaîtra qu'un titulaire par part sociale; lorsqu'une part sociale sera détenue par plus d'une personne, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part sociale jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme le seul propriétaire vis-à-vis de la société.

Art. 8. Si la société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exercera tous les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le cadre du premier paragraphe seront inscrites dans un procès-verbal ou prises par écrit.

De plus, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui, le cas échéant, seront documentés sur un procès-verbal ou établis par écrit. Néanmoins, cette dernière disposition ne sera pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

La cession de parts sociales entre vifs à des tiers non associés est soumise au consentement donné par l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

En cas de mort d'un associé, le transfert des parts à un non associé est soumis au consentement des propriétaires de parts représentant au moins les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les associés survivants. Dans ce cas, l'approbation n'est cependant pas requise si les parts sociales sont transférées soit à des héritiers réservataires ou de l'épouse survivante.

Art. 10. La mort, la suspension de l'exercice des droits civiques, la faillite ou l'insolvabilité de l'associé unique, le cas échéant, ou de l'un des associés ne met pas fin à l'existence de la société.

Art. 11. Pour aucune raison et dans aucun cas, les créanciers, les successeurs légaux ou leurs héritiers ne sont autorisés à consulter les actifs ni les documents de la société.

Titre III. Gérance

Art. 12. La société est administrée par un conseil de gérance composé au maximum de neuf (9) gérants, ayant ou non la qualité d'associés, désignés par l'assemblée générale des associés

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

Dans le cas où une personne morale serait nommée gérant, elle désignera une personne physique qui sera son représentant permanent au sein du conseil de gérance.

La durée du mandat des gérants sera de cinq (5) ans, renouvelable.

Si un mandat de gérant devient vacant, par décès, démission ou révocation, l'associé qui avait proposé ce gérant doit proposer son remplaçant à l'assemblée générale d'associés dans les dix (10) jours ouvrés suivant le décès, la démission ou la révocation du gérant concerné, parmi une liste d'au moins deux candidats.

Les associés décident d'un commun accord des conditions d'une éventuelle rémunération des gérants. Le conseil de gérance définit les règles applicables au remboursement des dépenses des gérants.

Chacun des associés a la faculté de désigner un (1) censeur. Chacun des censeurs peut assister, sans voix délibérative, aux réunions du conseil de gérance si l'associé qui l'a désigné en fait la demande.

Art. 13. Le conseil de gérance est présidé par un président (le "Président") désigné à la majorité simple des membres du conseil de gérance pour une durée de cinq (5) ans renouvelable

Le Président est révocable ad nutum par décision du conseil de gérance prise à la majorité simple.

Le Président pourra inviter toute personne dont la présence serait utile à la bonne information du conseil de gérance à assister, en qualité d'invité sans voix délibérative, aux séances du conseil de gérance.

Art. 14. Le conseil de gérance se réunit au moins deux (2) fois par an au cours de réunions dites "ordinaires", et plus fréquemment si nécessaire au cours de réunions dites "extraordinaires".

Il est convoqué soit par le Président, soit par au moins un (1) gérant.

L'ordre du jour du conseil de gérance est arrêté par l'auteur de la convocation.

Toute convocation doit être adressée par télécopie ou courrier électronique au minimum (i) huit (8) jours ouvrés avant la date prévue pour la réunion s'agissant des réunions ordinaires, ou (ii) quarante-huit (48) heures à l'avance s'agissant des réunions extraordinaires.

Toutefois, le conseil de gérance est valablement tenu en dépit du non respect des formalités de convocation visées ci-dessus si tous les gérants sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance ou si tous les gérants renoncent aux délais de convocation.

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer ou agir sur première convocation que si la moitié au moins de ses gérants sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint sur première convocation, l'auteur de la première convocation pourra en adresser une seconde par télécopie, ou courrier électronique avec accusé de réception émanant du destinataire (par opposition à un accusé de réception automatique émanant du système informatique du destinataire) (étant convenu qu'à défaut d'obtention immédiate d'un accusé de réception, la seconde convocation devra être adressée par courrier rapide (de type DHL ou UPS), avec (i) un délai de préavis réduit de huit (8) à quatre (4) Jours Ouvrés s'agissant des réunions ordinaires ou (ii) un délai de préavis inchangé de quarante-huit (48) heures s'agissant des réunions extraordinaires.

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer ou agir sur seconde convocation que si la moitié au moins de ses gérants sont présents ou représentés.

Les réunions du conseil de gérance pourront également se dérouler par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication à distance permettant l'identification de ses membres. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Les votes pourront également être effectués par écrit, par télégramme, ou par e-mail.

Sont réputés présents ou représentés, pour le calcul du quorum et de la majorité, les gérants participant à la réunion par téléconférence ou vidéoconférence (ou par tout autre moyen permettant leur identification et leur participation effective ainsi que la retransmission continue des délibérations).

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en nommant, en tant que mandataire, un autre gérant par écrit, par télécopie ou par e-mail, étant précisé qu'il n'y pas de limite au nombre de mandats de représentation que peut accepter un gérant.

Les séances du conseil de gérance sont présidées par le Président ou, en son absence, par un président de séance désigné à la majorité simple par les gérants présents ou représentés. Le président de séance ne disposera d'aucune voix prépondérante en cas de partage.

Le Président peut également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit, approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que des résolutions votées lors des réunions des gérants. Ces résolutions peuvent être signées sur des documents différents, contenant le même texte et formant un unique instrument.

Art. 15. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance devront être signés par le Président ou, en son absence, par le président pro tempore qui présidera une telle réunion, et par tous les gérants présents ou représentés.

Des copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion devront être signés par le Président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 16. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous les actes d'administration et de disposition pour le compte et dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi à l'assemblée générale des associés seront de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra confier tous les pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui ne devra pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 17. La Société sera engagée par (i) la signature unique du Président du conseil de gérance ou du gérant unique, ou (ii) par la signature unique ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance.

Art. 18. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne seront pas personnellement responsables des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils seront responsables de l'exercice correct de leurs obligations de gestion.

Titre IV. Surveillance de la société - Exercice social

Art. 19. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année, à l'exception du premier exercice social qui commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente et un décembre de l'an deux mille huit.

Art. 20. Le bilan et le compte de pertes et profits seront préparés par le conseil de gérance à la fin de chaque exercice social et seront à la disposition des associés au siège social de la société.

Chaque année, un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sera affecté au compte de la réserve légale de la société. Cette déduction cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Si, sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide du versement de dividendes, ces dividendes devront être distribués conformément aux dispositions des suivantes:

(i) un pourcentage égal à 0,25% de la valeur nominale de chaque part sera distribué à chaque associé au prorata de sa participation au capital et sans distinction entre les différentes catégories de parts,

(ii) le solde du montant total distribué devra être alloué aux détenteurs des Parts Sociales A et B conformément à l'article 5 des statuts étant précisé que le montant alloué aux porteurs de Parts Sociales A devra être entièrement alloué aux porteurs de la dernière catégorie de Parts Sociales A, au prorata du nombre de parts sociales de cette catégorie, dans l'ordre décroissant (c'est-à-dire en premier lieu aux détenteurs des parts sociales de catégorie A5 existantes, puis si aucune part de cette catégorie ne subsiste, aux détenteurs de parts sociales de catégorie A4 et ainsi de suite jusqu'aux parts sociales de catégorie A1).

D'une part, des acomptes sur dividendes pourront également être distribués aux associés par le conseil de gérance conformément aux règles de distribution qui précèdent et dans les conditions suivantes:

(i) Les comptes intérimaires sont rédigés au moins huit jours avant la tenue du conseil de gérance se prononçant sur la distribution d'un acompte sur dividende.

(ii) Les fonds seront suffisants pour cette distribution, étant entendu que le montant à être distribué ne peut excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes ont été approuvés augmenté des profits reportés à nouveau et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées à nouveau et des sommes devant être allouées aux réserves légales ou conformément aux dispositions des présentes.

(iii) La décision de payer des acomptes sur dividendes est prise par le conseil de gérance s'il y a assez de liquidités (en caisse ou en banque). Sinon, la décision doit être approuvée au préalable par l'assemblée générale des associés ou prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

D'autre part, des dividendes intérimaires pourront également être distribués aux associés par l'assemblée générale des associés toujours conformément aux règles de distribution qui précèdent et dans les conditions suivantes:

(i) Des comptes intérimaires sont rédigés au moins huit jours avant la tenue de l'assemblée générale des associés se prononçant sur la distribution de dividendes intérimaires.

(ii) Ces comptes devront présenter un actif net qui est et demeurera après la distribution, supérieur au montant du capital souscrit, augmenté des réserves que les statuts ou la loi ne permettent pas de distribuer.

(iii) Le montant de la distribution doit être prélevé du compte prime d'émission ou d'une réserve distribuable et ne peut excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes ont été approuvés augmenté des profits reportés à nouveau et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées à nouveau et des sommes devant être allouées aux réserves légales ou conformément aux dispositions des présentes.

Le compte prime d'émission pourra être distribué aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés conformément aux dispositions des statuts.

L'assemblée générale des associés peut également décider d'allouer le montant du compte prime d'émission au compte de réserve légale.

Titre V. Dissolution - Liquidation - Divers

Art. 21. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou morales), nommés par l'assemblée générale des associés décidant la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Toute distribution aux associés devra être réalisée conformément aux dispositions de l'article 20 des statuts de la Société

Art. 22. Tous les points non régis par ces statuts seront déterminés en conformité avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2011.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2012.

Souscription

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent apporter à la société (i) des parts sociales de catégorie B et (ii) des parts sociales de catégorie A1, A2, A3, A4 et A5 de la société Altice B2B Lux S.à r.l., société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-1310 Luxembourg, 37 rue d'Anvers, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131.327 ("AB2B Lux") comme ci-après détaillé:

SOUSCRIPTEUR	NOMBRE DE PARTS SOCIALES D'ALTICE B2B LUX APPORTEES	NOMBRE DE PARTS SOCIALES SOUSCRITES
ALTICE SIX S.A.	60.179 A1	60.179 A1
	60.179 A2	60.179 A2
	60.179 A3	60.179 A3
	60.179 A4	60.179 A4
	60.175 A5	60.175 A5
CARLYLE CABLE INVESTMENT SC	93.734 A1	93.734 A1
	93.734 A2	93.734 A2
	93.734 A3	93.734 A3
	93.734 A4	93.734 A4
	93.735 A5	93.735 A5
THIRD CINVEN FUND (NO. 1) LIMITED PARTNERSHIP	12.007 A1	12.007 A1

	12.007 A2	12.007 A2
	12.007 A3	12.007 A3
	12.007 A4	12.007 A4
	12.008 A5	12.008 A5
THIRD CINVEN FUND (NO. 2) LIMITED PARTNERSHIP	12.707 A1	12.707 A1
	12.707 A2	12.707 A2
	12.707 A3	12.707 A3
	12.707 A4	12.707 A4
	12.706 A5	12.706 A5
THIRD CINVEN FUND (NO. 3) LIMITED PARTNERSHIP	3.222 A1	3.222 A1
	3.222 A2	3.222 A2
	3.222 A3	3.222 A3
	3.222 A4	3.222 A4
	3.222 A5	3.222 A5
THIRD CINVEN FUND (NO. 4) LIMITED PARTNERSHIP	14.510 A1	14.510 A1
	14.510 A2	14.510 A2
	14.510 A3	14.510 A3
	14.510 A4	14.510 A4
	14.508 A5	14.508 A5
THIRD CINVEN FUND (NO. 5) LIMITED PARTNERSHIP	10.781 A1	10.781 A1
	10.781 A2	10.781 A2
	10.781 A3	10.781 A3
	10.781 A4	10.781 A4
	10.780 A5	10.780 A5
THIRD CINVEN FUND DUTCH (NO. 1) LIMITED PARTNERSHIP	538 A1	538 A1
	538 A2	538 A2
	538 A3	538 A3
	538 A4	538 A4
	539 A5	539 A5
THIRD CINVEN FUND DUTCH (NO. 2) LIMITED PARTNERSHIP	1.892 A1	1.892 A1
	1.892 A2	1.892 A2
	1.892 A3	1.892 A3
	1.892 A4	1.892 A4
	1.891 A5	1.891 A5
THIRD CINVEN FUND DUTCH (NO. 3) LIMITED PARTNERSHIP	1.333 A1	1.333 A1
	1.333 A2	1.333 A2
	1.333 A3	1.333 A3
	1.333 A4	1.333 A4
	1.334 A5	1.334 A5
THIRD CINVEN FUND US (NO. 1) LIMITED PARTNERSHIP	6.241 A1	6.241 A1
	6.241 A2	6.241 A2
	6.241 A3	6.241 A3
	6.241 A4	6.241 A4
	6.243 A5	6.243 A5
THIRD CINVEN FUND US (NO. 2) LIMITED PARTNERSHIP	10.253 A1	10.253 A1
	10.253 A2	10.253 A2
	10.253 A3	10.253 A3
	10.253 A4	10.253 A4
	10.253 A5	10.253 A5
THIRD CINVEN FUND US (NO. 3) LIMITED PARTNERSHIP	5.750 A1	5.750 A1
	5.750 A2	5.750 A2
	5.750 A3	5.750 A3
	5.750 A4	5.750 A4
	5.751 A5	5.751 A5
THIRD CINVEN FUND US (NO. 4) LIMITED PARTNERSHIP	6.845 A1	6.845 A1

	6.845 A2	6.845 A2
	6.845 A3	6.845 A3
	6.845 A4	6.845 A4
	6.845 A5	6.845 A5
THIRD CINVEN FUND US (NO. 5) LIMITED PARTNERSHIP	6.914 A1	6.914 A1
	6.914 A2	6.914 A2
	6.914 A3	6.914 A3
	6.914 A4	6.914 A4
	6.914 A5	6.914 A5
THIRD CINVEN FUND CO-INVESTMENT PARTNERSHIP	741 A1	741 A1
	741 A2	741 A2
	741 A3	741 A3
	741 A4	741 A4
	741 A5	741 A5
FIBERMAN SCA	12.502 B	12.502 B
TOTAL	1.238.233	12.502 B

Les apports sont effectués sur la base d'un rapport établi en date du 17 décembre 2010 par les souscripteurs agissant en qualité de fondateurs de la Société.

Une copie de ce rapport, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau, le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la Loi ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, à environ deux mille quatre cent cinquante euros.

Résolutions des associés

Les comparants, prénommés, associés de la Société et représentant l'entière de son capital social, ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Sont nommés membres du conseil de gérance:

- (i) la société ALTICE SIX S.A.; société anonyme ayant son siège social à L-1130 Luxembourg, 37 rue d'Anvers, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135296;
- (ii) Madame Angélique BENETTI, demeurant à F- 75006 Paris, 165 Boulevard Saint Germain;
- (iii) Monsieur Bruno MOINEVILLE, demeurant à CH-1197 Prangins, 21, Chemin de Trembley;
- (iv) la société CEP II Participations SARL SICAR, ayant son siège social à L - 1653 Luxembourg, 2 Avenue Charles de Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 96017;
- (v) la société CEP III Participations SARL SICAR, ayant son siège social à L - 1653 Luxembourg, 2 Avenue Charles de Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127711;
- (vi) la société The Carlyle Group (Luxembourg) S.à r.l., ayant son siège social à L - 1653 Luxembourg, 2 Avenue Charles de Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 76600;
- (vii) Madame Bénédicte HERLINVAUX, née le 19 décembre 1974 à Namur (B), demeurant professionnellement à L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette;
- (viii) Monsieur Thomas RAILHAC, demeurant à GB - SW7 4DE London, 12A, Astwood Mews;
- (ix) Monsieur Nicolas PAULMIER, demeurant à GB - EC1 M 4NP London, 1, Flat 4, St John's Place.

2. Les mandats des membres du conseil de gérance ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2013.

3. Le siège social de la Société est établi à L-1130 Luxembourg, au 37, rue d'Anvers.

Dont acte, fait à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, agissant es-dite qualité, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Yann SPIEGELHALTER, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 28 décembre 2010. Relation GRE/2010/4710. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 25 janvier 2011.

Référence de publication: 2011015528/467.

(110018270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2011.

Quinlan Private Senator Client Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 25.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 129.888.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2011.

Référence de publication: 2011036303/11.

(110040329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

REIP Luxembourg Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 16, Esplanade de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 136.591.

Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin der REIP Luxembourg Holding Sàrl, 16, Esplanade de la Moselle, L-6637 Wasserbillig, fassen folgende Gesellschafterbeschlüsse:

1. Die Abberufung des derzeitigen Geschäftsführers Herrn Andreas Heyer, geb. 18.10.1963 in Wuppertal, Deutschland, wohnhaft Im Mediapark 2, D-50670 Köln zum 09.03.2011.

2. Frau Susanne Scheffer, geb. 28.02.1964 in Wuppertal, wohnhaft 6a, rue Haute, L-6680 Mertert, wird ab dem 09.03.2011 zur Geschäftsführerin bestellt.

Weitere Beschlüsse wurden nicht gefasst

Zürich, 09.03.2011.

REIP Holding AG / REIP Holding AG

Patrick Birchler / Michael Hess

Référence de publication: 2011036311/18.

(110040451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

S.I.F. International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 125.771.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011036317/10.

(110040142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Ripli Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 76.724.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 25 février 2011

Sixième résolution:

L'Assemblée accepte la démission de l'administrateur Monsieur Guy HORNICK et désigne, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Monsieur Gerdy ROOSE, né à Wevelgem (Belgique) le 14.02.1966, expert comptable, demeurant professionnellement 2, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RIPLI HOLDING S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2011036315/16.

(110040164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Cadacia Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 157.840.

Rectification de l'acte déposé en date du 27 janvier 2011 (L110017078)

In the year two thousand and eleven, on the fourteenth of January;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

The limited liability company governed by the laws of Guernsey "Change Capital (Guernsey) II Limited", established and having its registered office in GY1 2HL St. Peter Port, 1, Royal Avenue, Royal Plaza (Guernsey) (Channel Islands), registered with the Trade Registry of Guernsey under the number 47849,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, employee, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing parts, represented as said before, has declared and requested the officiating notary to state:

- That the private limited liability company "CADACIA INVEST S.à r.l.", (the "Company"), established and having its registered office in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch inscribed in the Trade and Companies' Registry of Luxembourg, section B, under the number 157840, has been incorporated by deed of the undersigned notary on December 28, 2010, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- That the appearing party is the sole actual partner (the "Sole Partner") of the Company and that it has taken, through its proxy-holder, the following resolutions:

First resolution

The Sole Partner decides to change the Company's denomination into "SNOW S.à r.l." and to amend subsequently the first paragraph of article 1 of the bylaws in order to give it the following wording:

" **Art. 1. Name and Duration.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) by the name of "SNOW S.à r.l." (the Company) which will be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and particularly by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law) as well as by the present articles of association (the Articles)."

Second resolution

The Sole Partner decides:

- to adopt one Cent (EUR 0.01) as nominal value for each share, and
- to replace the current five hundred (500) shares with a par value of twenty-five Euros (EUR 25.-) each against one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

Third resolution

The Sole Partner decides to increase the share capital of the Company by an amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) to twenty-five thousand Euros (EUR 25,000.-), by the issue of one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription and Payment

All the newly issued shares have been subscribed by the Sole Partner and fully paid up by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is from this day on at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary by a bank certificate, who expressly attests thereto.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing, the Sole Partner decides to amend the article 4 of the articles of association in order to give it the following wording:

" **Art. 4. Share capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at twenty-five thousand Euros (EUR 25,000.-), represented by two million five hundred thousand (2,500,000) shares with a nominal value of one Cent (0.01 EUR) each."

38631

Fifth resolution

The Sole Partner accepts the resignation of Mrs. Corinne BITTERLICH as manager of the Company and grant to her full and entire discharge for the execution of her mandate until today's date.

Sixth resolution

The Sole Partner appoints for an undetermined duration:

- Mr. Andrew WOOD, born in Huddersfield (United Kingdom), on June 20, 1971, residing professionally in SW3 5AW London College House, 272 King's Road, (United Kingdom), as Category A Manager;
- Mr. Jean-Claude BUFFIN, born in Charleroi (Belgium), on January 17, 1961, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, as Category B Manager; and
- Mrs. Sylvie CRUGNOLA, born in Metz (France), on October 6, 1959, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, as Category B Manager.

Mr. Andrew WOOD, prenamed, is appointed as Chairman of the board of managers.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand three hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le quatorze janvier;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée régie par les lois de Guernesey "Change Capital (Guernsey) II Limited", établie et ayant son siège social à GY1 2HL St. Peter Port, 1, Royal Avenue, Royal Plaza (Guernesey) (Iles Anglo-Normandes), inscrite au Registre de Commerce de Guernesey sous le numéro 47849,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, employé, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée "CADACIA INVEST S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 157840, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 28 décembre 2010, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle (l'"Associé Unique") de la Société et qu'elle a pris, par son mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de changer la dénomination de la Société en "SNOW S.à r.l." et de modifier subséquentement le premier paragraphe de l'article 1 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}. Nom et Durée.** Il existe une société à responsabilité limitée sous le nom de "SNOW S.à r.l." (ci-après la Société) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et plus particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) ainsi que par les présents statuts (ci-après les Statuts)."

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide:

- d'adopter un Cent (EUR 0,01) comme valeur nominale pour chacune des parts sociales, et

- de remplacer les cinq cents (500) parts sociales existantes avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-) contre un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales avec une valeur nominale de un Cent (EUR 0,01) chacune.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-), par l'émission d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales avec une valeur nominale d'un Cent (EUR 0,01) chacune, jouissant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription et Libération

Toutes les parts sociales nouvellement émises ont été souscrites par l'Associé Unique et libérées entièrement moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est à partir de ce jour à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Quatrième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'Associée Unique décide de modifier l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. Capital.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-), représenté par deux millions cinq cent mille (2.500.000) parts sociales avec une valeur nominale d'un Cent (EUR 0,01) chacune.

Cinquième résolution

L'Associé Unique accepte la démission de Madame Corinne BITTERLICH comme gérante de la Société et lui accorde décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat jusqu'en date de ce jour.

Sixième résolution

L'Associé Unique nomme, pour une durée indéterminée:

- Monsieur Andrew WOOD, né à Huddersfield (Royaume-Uni), le 20 juin 1971, demeurant professionnellement à SW3 5AW London College House, 272 King's Road, (Royaume-Uni), comme gérant de catégorie A;
- Monsieur Jean-Claude BUFFIN, né à Charleroi (Belgique), le 17 janvier 1961, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, comme gérant de catégorie B; et
- Madame Sylvie CRUGNOLA, née à Metz (France), le 6 octobre 1959, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, comme gérant de catégorie B.

Monsieur Andrew WOOD, préqualifié, est nommé Président du conseil de gérance.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille trois cents euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 janvier 2011. LAC/2011/3113. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Référence de publication: 2011018486/147.

(110021908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2011.

Sauster S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 1.751.525,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 115.507.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 09 Mars 2011, l'associé unique de Sauster S.à r.l.:

- décide de nommer, pour une durée indéterminée, comme gérant B de la société avec effet au 09 Mars 2011, Mr. Christophe Ponticello, né le 20.08.1980 à Thionville (France), avec adresse professionnelle au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 09 Mars 2011.

Référence de publication: 2011036318/15.

(110040499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Siemes Schuhcenter Luxembourg GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 121.056.

—
Auszug aus dem Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter Abgehalten am 7. März 2011

Geschäftsführer

Die alleinige Gesellschafterin hat beschlossen, Frau Anja REUTER, geboren am 11. Juli 1973 in Trier (Deutschland), wohnhaft in Bahnhofstrasse 8a D-54298 Igel (Deutschland), mit sofortiger Wirkung und auf unbestimmte Zeit, zur technischen Geschäftsführerin der Gesellschaft zu ernennen.

Die alleinige Gesellschafterin hat beschlossen, Herrn Heinz-Willi SIEMES, geboren in Mönchengladbach (Deutschland), am 16. März 1936, wohnhaft in D-41063 Mönchengladbach (Deutschland), Zum Bunten Garten 40, aktueller alleiniger Geschäftsführer, mit sofortiger Wirkung und auf unbestimmte Zeit, zum administrativen Geschäftsführer zu ernennen.

Die Gesellschaft kann durch die gemeinsame Unterschrift des technischen Geschäftsführers und des administrativen Geschäftsführers rechtgültig und verpflichtet werden.

Référence de publication: 2011036319/17.

(110039864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Société de Participation Financière Italmobiliare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 66.494.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE DE PARTICIPATION FINANCIERE ITALMOBILIARE S.A.

Société Anonyme

Signatures

Un administrateur / Un administrateur

Référence de publication: 2011036320/13.

(110040358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Spring Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.413.500,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 110.524.

—
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 09 Mars 2011, l'associé unique de Spring Finance S.à r.l.:

- décide de nommer, pour une durée indéterminée, comme gérant B de la société avec effet au 09 Mars 2011, Mr. Christophe Ponticello, né le 20.08.1980 à Thionville (France), avec adresse professionnelle au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 09 Mars 2011.

Référence de publication: 2011036322/15.

(110040484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Casa Trust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 38.755.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and eleven, on the twenty-sixth day of January.

Before us Maître Camille MINES, notary residing in Capellen.

There appeared:

Mr Martijn Abraham VERHAAGEN, born on 20.10.1962 in Vlaardingen, Netherlands, living at B-2910 Essen, Belgium, Velodreef (HE) 60,

hereafter named «the sole shareholder»

Which appearing person, has requested the notary to state as follows:

- That the société anonyme CASA TRUST S.A., registered in the Luxembourg Register of Commerce under the section B and the number 38.755 established with registered office at 106, route d'Arlon, L-8210 Mamer, hereafter named the Company, has been constituted on November 28, 1991 according to a deed received by Maître Joseph KERSCHEN, notary residing in Luxembourg, deed published in Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations No 194 of May 12, 1992. The articles of incorporation were modified on June 28, 1999 by a deed of Maître Jacques DELVAUX, notary residing in Luxembourg, and published in the Mémorial C n° 750 on October 09, 1999. The capital was converted into Euro on November 30, 2001, and published in the Mémorial C n° 482 on March 27, 2002;

- That the share capital of the Company is established at € 91.000 (ninety-one thousand euros) represented by 20 (twenty) shares of a par value of € 4,550,- (four thousand five hundred and fifty euros);

- That the sole shareholder has successively acquired the totality of shares of the Company;

- That the Company's activities have ceased; that the sole shareholder decides in general meeting to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company;

- That the here represented sole shareholder appoints himself as liquidator of the Company and acting in this capacity requests the notary to authenticate his declaration that all the liabilities of the Company have been paid and that the liabilities in relation of the close down of the liquidation have been duly provisioned; furthermore declares the liquidator that with respect to eventual liabilities of the Company presently unknown that remain unpaid, he irrevocably undertakes to pay all such eventual liabilities; that as a consequence of the above all the liabilities of the company are paid;

- That the remaining net assets have been paid to the sole shareholder;

- That the liquidation of the Company is done and finalised;

- That full discharge is granted to the Company's Directors and Commissaire for their respective duties;

- That all books and documents of the Company shall be kept for the legal duration of five years at the Company's former registered office;

The bearer of a copy of the present deed shall be granted all necessary powers regarding legal publications and registration.

Drawn up in Capellen, on the date named at the beginning of the presents.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read in the language of the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the translation in French / Suit la traduction française:

L'an deux mil onze, le vingt-six janvier,

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

A comparu:

Monsieur Martijn Abraham VERHAAGEN, né à Vlaardingen, Pays-Bas, le 20.10.1962, demeurant à B-2910 Essen, Belgique, Velodreef (HE) 60, ci-après nommé «l'actionnaire unique»,

Lequel comparant a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la Société dénommée CASA TRUST S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au registre de commerce de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 38.755, établie et ayant son siège social au 106 route d'Arlon, L-8210 Mamer, ci-après nommée la "Société", a été constituée le 28 novembre 1991 aux termes d'un acte reçu par Maître Joseph KERSCHEN, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C numéro 194 du 12 mai 1992, Les statuts ont été modifiés aux termes d'un acte reçu par Maître Jacques DELVAUX en date du 28 juin 1999, publié au Mémorial C numéro 750 du 09 octobre 1999. Le capital a été converti en Euro en date du 30 novembre 2001, publié au Mémorial C numéro 482 du 27 mars 2002;

- Que le capital social de la Société est fixé à € 91.000 (quatre-vingt-onze mille euros) représenté par 20 (vingt) actions de € 4.550,- (quatre mille cinq cent cinquante euros) chacune;

- Que l'actionnaire unique s'est rendu successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société;

- Que l'activité de la Société ayant cessé, l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, siégeant comme actionnaire unique en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- Que l'actionnaire unique se désigne comme liquidateur de la Société, qu'en cette qualité il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé;

- Que l'actif restant est réparti à l'actionnaire unique;

- Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et commissaire de la Société;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société;

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

DONT ACTE, fait et passé à Capellen, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences avec la version française, le texte anglais fera foi.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. VERHAAGEN, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 26 janvier 2011. Relation: CAP/2011/351. Reçu soixante-quinze euros. 75,- €.

Le Receveur (signé): I. Neu.

POUR COPIE CONFORME,

Capellen, le 2 février 2011.

Référence de publication: 2011018894/88.

(110022168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2011.

Statuto Lux Holding RE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 158.488.

EXTRAIT

Il résulte du contrat de transfert signé en date du 15 décembre 2010, que les 500 parts sociales de la société, d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune, ont été transférées à M. Giuseppe Statuto, Via Paolo Frisi 23, I-00197 Roma.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 28 février 2011.

Référence de publication: 2011036323/13.

(110040192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Statuto Lux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 95.326.

—
EXTRAIT

Il résulte du contrat de transfert signé en date du 15 décembre 2010, que les 500 parts sociales de la société, d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune, ont été transférées à M. Giuseppe Statuto, Via Paolo Frisi 23, I-00197 Roma.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 28 février 2011.

Référence de publication: 2011036324/13.

(110040370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Saes Getters International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 55.526.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SAES GETTERS INTERNATIONAL Luxembourg S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2011036328/12.

(110040217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Investindustrial 109 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 153.158.

—
In the year two thousand and ten, on the twenty-third day of December.

Before us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of "INVESTINDUSTRIAL 109 S.A.", a public limited company (société anonyme) incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 51 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 153.158, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg on May 12, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1402, p.67252 on July 8, 2010 (the Company).

The Meeting was presided by Solange Wolter, notary clerk residing professionally in Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appointed as secretary and the Meeting elected as scrutineer Régis Galiotto, notary clerk, residing professionally in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman states and asks the notary to act the following that:

I.- The shareholders of the Company, present or represented, the proxyholder of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, after having been signed by the proxyholder of the represented shareholders, has been controlled and signed by the board of the Meeting.

The proxies of the represented shareholders, if any, initialled ne varietur by the appearing parties, will remain annexed to the present deed.

II.- As appears from the attendance list, the three hundred and ten thousand (310,000) shares, having a par value of ten cents (EUR 0.10) each, representing the entire share capital of the Company are represented at the present Meeting so that the Meeting can validly deliberate and decide on all the items of the agenda of which the participants have been beforehand informed.

III.- The agenda of the Meeting is as follows:

1. waiver of the convening notices;
2. change of the current denomination of the Company into GLOBAL ENTERTAINMENT S.A.;
3. subsequent amendment of article 1. of the Company's articles of association (the Articles);

4. amendment of article 5.4 of the Articles;
5. amendment of article 6.2. of the Articles;
6. amendment of article 12.2 of the Articles;
7. amendment of article 12.3 of the Articles; and
8. miscellaneous.

IV.- Now, therefore, the Meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to waive the convening notices, the shareholders of the Company considering themselves duly convened and having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to change the current denomination of the Company from INVESTINDUSTRIAL 109 S.A. into GLOBAL ENTERTAINMENT S.A.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Meeting resolves to amend article 1 of the Articles, which shall henceforth be read as follows:

“ **Art. 1. Name.** The name of the company is “GLOBAL ENTERTAINMENT S.A.” (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).”

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend article 5.4 of the Articles, which shall henceforth be read as follows:

“ **5.4.** The transfers of shares are subject to the Articles and any shareholders’ agreement to be entered into from time to time between the shareholders of the Company if any.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.”

Fifth resolution

The Meeting resolves to amend article 6.2. of the Articles, which shall henceforth be read as follows:

“ **6.2. Powers of the board of directors.**

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) The Board is authorised, for a period of five (5) years from the date of the publication of the extraordinary general meeting, to:

a) limit or withdraw the shareholders’ preferential subscription rights to the new shares and determine the persons who are authorised to subscribe to the new shares; and

b) record each share capital increase by way of a notarial deed and amend the share register accordingly.”

(iii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iv) The Board is authorized to delegate the day-to-day management and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or several directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fees and/or any other advantages granted to such director(s) during the relevant financial year.”

Sixth resolution

The Meeting resolves to amend article 12.2 of the Articles, which shall henceforth be read as follows:

“ **12.2.** The operations of the Company are supervised by one or several authorized réviseurs d’entreprises, when so required by law.”

Seventh resolution

The Meeting resolves to amend article 12.3. of the Articles, which shall henceforth be read as follows:

“ **12.3.** The General Meeting appoints the statutory auditors/authorized réviseurs d’entreprises and determines their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. Statutory auditors/authorized réviseurs d’entreprises may be re-appointed.”

38638

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1.500.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French version, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing parties, the said representative signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-troisième jour de décembre.

Par-devant nous, Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires d'«INVESTINDUSTRIAL 109 S.A.», une société anonyme constituée et organisée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.158, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg en date du 12 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1402, p. 67252 du 8 juillet 2010 (la Société).

L'Assemblée est présidée par Solange Wolter, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg (le Président).

Le Président a nommé comme secrétaire, et l'Assemblée a choisi comme scrutateur, Régis Galiotto, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I Les actionnaires de la Société, présents ou représentés, le mandataire des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence et les procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par le bureau de l'Assemblée.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les parties comparantes, resteront annexées au présent acte.

II Tel qu'il ressort de la liste de présence, les trois cent dix mille (310 000) actions, ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 EUR) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société sont représentées à la présente Assemblée de sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour, dont les participants ont été préalablement informés.

III L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. renonciation aux formalités de convocation;
2. changement de la dénomination actuelle de la Société en GLOBAL ENTERTAINMENT S.A.;
3. modification subséquente de l'article 1. des statuts de la Société (les Statuts);
4. modification de l'article 5.4 des Statuts;
5. modification de l'article 6.2 des Statuts;
6. modification de l'article 12.2 des Statuts;
7. modification de l'article 12.3 des Statuts; et
8. divers.

IV Sur ce, l'Assemblée a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société se considérant dûment convoqués et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Seconde résolution

L'Assemblée décide modifier la dénomination actuelle de la Société d'INVESTINDUSTRIAL 109 S.A. en GLOBAL ENTERTAINMENT S.A.

Troisième résolution

En conséquence de la précédente résolution, l'Assemblée décide de modifier l'article 1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Nom.** Le nom de la société est "GLOBAL ENTERTAINMENT S.A." (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 5.4 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **5.4.** Les transferts des actions sont soumis aux Statuts et à tout pacte d'actionnaires conclu entre les actionnaires de la Société le cas échéant. La Société pourra racheter ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.»

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 6.2. des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **6.2. Pouvoirs du conseil d'administration.**

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Le Conseil est autorisé, pour une période de cinq (5) ans depuis la date de publication de l'assemblée générale extraordinaire, de:

a) limiter ou retirer les droits de souscription préférentielle des actionnaires aux nouvelles actions et de déterminer quelles sont les personnes qui sont autorisées à souscrire aux nouvelles actions; et

b) enregistrer chaque augmentation de capital par voie d'acte notarié et de modifier le registre des actionnaires en conséquence.»

(iii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iv) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.»

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 12.2 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **12.2.** Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, quand cela est requis par la loi.»

Septième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 12.3. des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **12.3.** L'Assemblée Générale nomme les commissaires/réviseurs d'entreprises agréés et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires/réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.»

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cinq cents Euros (1.500.- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux membres du bureau, ceux-ci ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: S. WOLTER, R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 décembre 2010. Relation: LAC/2010/59366. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2011.

Référence de publication: 2011017115/186.

(110020280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2011.

Samatrika Associates Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 43, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 121.123.

Démission du commissaire avec effet au 31 décembre 2010

- VERICOM SA

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011036330/10.

(110040439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Sefi One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 62.692.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SEFI ONE S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011036334/11.

(110040052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Pennington S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.031.646,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 123.727.

EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 09 Mars 2011, l'associé unique de Pennington S.à r.l.:

- décide de nommer, pour une durée indéterminée, comme gérant B de la société avec effet au 09 Mars 2011, Mr. Christophe Ponticello, né le 20.08.1980 à Thionville (France), avec adresse professionnelle au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 09 Mars 2011.

Référence de publication: 2011036290/15.

(110040497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2011.

Traffex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 20, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 53.441.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société TRAFFEX SA qui s'est tenue au siège social de la société le 1^{er} février 2011 que:

1. La société transfère son siège social au 20, rue Glesener à L-1630 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2011.

Pour TRAFFEX S.A

LPL Expert-Comptable Sàrl

Référence de publication: 2011035907/15.

(110039485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2011.
